

Dans la tête des citoyens

Perceptions du contrat
social actuel en France
et au Royaume-Uni

Crédits

Pour la réalisation de ce travail empirique, nous tenons à remercier chaleureusement :

Thomas Amossé, Pierre Blavier, Marine-Jeanne Boisson, Cyril Lemieux, Marie-Emmanuelle Chessel et Sophie Dubuisson-Quellier (membre de notre conseil scientifique) pour leur soutien méthodologique dans la phase de conception et d'analyse des entretiens ; Patrick Elf pour la réalisation des focus groups ; Field Solutions Market Research et Catherine Lecourt pour le recrutement ; ainsi que tous les interviewé(e)s et participant(e)s qui ont pris le temps de s'entretenir avec nous.

ISBN: 978-3-98664-022-4 (PDF)

Résumé

Dans notre premier rapport [Vers un contrat social pour le XXIe siècle](#), co-écrit par l'Iddri et le [Hot or Cool Institute](#), nous écrivions qu'un nouveau contrat écologique et social¹ était aujourd'hui nécessaire à l'identification d'accords et de compromis susceptibles de soutenir la transition sociale et environnementale – transition dont nous avons si urgemment besoin au XXIe siècle.

Dans ce deuxième rapport, nous présentons les résultats d'une enquête qualitative sur la façon dont le concept de contrat social peut trouver un écho auprès des citoyens : la logique contractuelle leur est-elle familière ? Comment les quatre pactes (Démocratie, Sécurité, Consommation et Travail) sont-ils perçus ? Qu'est-ce qui compte le plus, pour ces citoyens et citoyennes ? Et quels récits les personnes interrogées ont-elles assimilés, tout au long de leur existence ? L'objectif était donc d'utiliser le matériau empirique obtenu dans cette enquête pour enrichir notre cadre théorique de départ (celui de la première étude), et d'envisager la prochaine étape de notre exploration, à savoir la délibération et la négociation d'un nouveau contrat social.

Méthodologies

Pour mener à bien ce travail, nous avons eu recours à deux méthodologies : une série de quatre groupes de discussion (*focus groups*) d'1h30 avec 6 à 8 participants dans quatre endroits du Royaume-Uni (Londres Nord, Londres Sud, Bridgend, Sheffield) ; et une série de 20 entretiens semi-directifs d'1h30 avec une diversité de personnes vivant en France. La première méthodologie (*focus groups*) avait pour avantage de focaliser les discussions sur des questions collectives plutôt qu'individuelles et de confronter les citoyens à la nécessité de trouver un compromis par-delà leurs divergences d'opinions, de politisation, de culture, de genre et de pratiques sociales. La seconde (entretiens semi-directifs) a permis de s'intéresser aux parcours de vie des individus et à la manière dont les promesses du contrat social ont été appréhendées subjectivement et vécues sur le plan individuel. Ensemble, ces deux approches nous renseignent sur les formes que prend le contrat social dans la vie intime des individus et indiquent des pistes quant à l'utilisation du cadre « contrat social » dans une délibération collective.

Résumé complet des enseignements

	France - Entretiens	UK - Focus groups
Enseignements généraux	Il existe une vision contractuelle de notre vie sociale, politique et économique.	Les participants ont pu identifier des priorités claires en termes d'attentes et d'obligations.
	Le sentiment diffus que le contrat n'est pas respecté, voire qu'il est rompu.	Les questions environnementales sont davantage considérées comme des obligations pour les citoyens que comme des attentes à l'égard du gouvernement. Les citoyens éprouvent l'obligation d'être parcimonieux dans l'usage des services et des dépenses publiques. Les services publics sont au cœur des attentes et des obligations exprimées.
Pacte Travail	Le travail, clé de la vie sociale, mais fragilisé par les conditions d'emploi. Le travail comme lieu de reconnaissance et d'humanisation.	Le Pacte Travail est au cœur du contrat social.

1 Rappelons que dans [notre premier rapport](#), nous avons identifié le contrat social comme « l'ensemble des règles, des attentes, des promesses et des équilibres sociaux que nous avons collectivement acceptés au cours de l'histoire (parfois de manière injuste pour certains groupes, parfois seulement en théorie et sans les mettre en pratique) et qui expliquent notre vie sociale et politique actuelle. En d'autres termes, le contrat social englobe les droits dont nous jouissons, les devoirs que nous acceptons, les responsabilités qui incombent aux institutions et les récits auxquels nous croyons [...]. Ces pactes sont susceptibles de varier d'un groupe social à l'autre (avantages/ contreparties, droits et devoirs spécifiques), alors que le pacte global (Consommation, Travail, Sécurité ou Démocratie) reste le même ».

	France - Entretiens	UK - Focus groups
Pacte Consommation	<p>Le Pacte Consommation : une source de bien-être individuel et de prospérité collective et un moyen de « vivre correctement ».</p> <p>Un Pacte Consommation dans lequel beaucoup se sentent en perte de contrôle.</p>	<p>Pacte Consommation : le gouvernement est principalement considéré comme responsable de la protection des citoyens contre la crise du coût de la vie.</p>
Pacte Sécurité	<p>Pacte Sécurité : un sentiment d'insécurité physique et sociale.</p> <p>Pacte Sécurité : face à l'incertitude, un fort attachement au collectif et une demande de soutien et d'assistance individualisés.</p>	<p>Un Pacte Sécurité qui concerne tant la sécurité physique que la protection de la santé.</p>
Pacte Démocratie	<p>Le Pacte Démocratie couvre bien plus que des questions institutionnelles et structure les attentes dans de nombreux domaines de la vie sociale.</p> <p>Le vote est considéré comme un devoir et les attentes en matière de représentation démocratique sont élevées.</p>	<p>Un Pacte Sécurité qui concerne tant la sécurité physique que la protection de la santé.</p> <p>Pacte Démocratie : le respect d'autrui comme perspective.</p> <p>Des opinions mitigées sur l'inégalité et la réduction de la pauvreté.</p>

Modifications de notre cadre initial

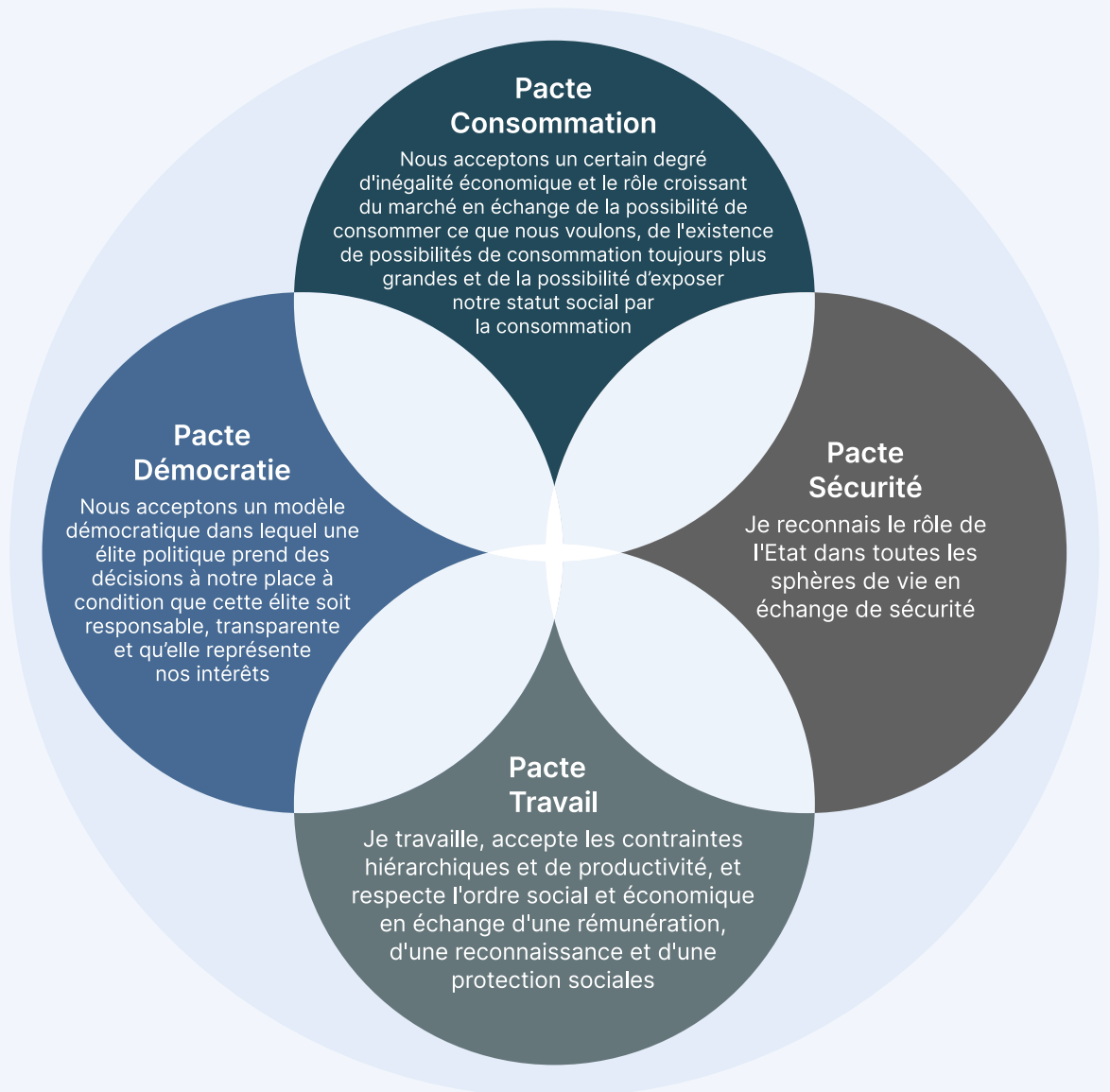
Les conversations menées nous ont permis de tester et d'améliorer les pactes que nous avons initialement élaborés de manière théorique, sur la base d'une analyse historique. Deux des pactes restent identiques d'un rapport à l'autre, mais nous proposons les nouvelles formulations suivantes pour les Pacte Consommation et Démocratie.

	Pacte Consommation	Pacte Démocratie
Formulation initiale	« J'accepte une pression à consommer omniprésente et un certain degré d'inégalité en échange de la possibilité d'améliorer mon bien-être et de la prospérité de la société. »	« Je renonce à une voix politique directe, en échange de la possibilité d'élire des représentant(e)s et d'une société basée sur des lois communes. »
	↓	↓
Nouvelle formulation	« Nous acceptons un certain degré d'inégalité économique et le rôle croissant du marché en échange de la possibilité de consommer ce que nous voulons, de l'existence de possibilités de consommation toujours plus grandes et de la possibilité d'exposer notre statut social par la consommation. »	« Nous acceptons un modèle démocratique dans lequel une élite politique prend des décisions à notre place à condition que cette élite soit responsable, transparente et qu'elle représente nos intérêts. »

Nous proposons également de remplacer le « je » initial de tous les pactes par un « nous », car toutes ces pratiques (travailler, être protégé, être un citoyen démocratique, consommer) se réfèrent à des processus et à des arrangements collectifs, et elles indiquent des actes (transactions) réciproques.

Nous insistons, comme dans notre premier rapport, sur le fait que ces formulations visent à décrire le contrat social *actuel*, et non un *nouveau* contrat social désirable.

Un héritage du passé : la représentation du contrat social actuel dans les démocraties d'Europe occidentale



Défis et leviers

Même si ce n'était pas notre objectif premier, les conversations ont permis d'identifier certains défis et leviers d'action pour l'élaboration collective d'un nouveau contrat social.

Leviers d'action

→ **Le sentiment généralisé que le contrat actuel n'est pas rempli**, ce qui alimente le mécontentement social et, partant, le désir éventuel d'élaborer un nouveau contrat collectif.

→ Les personnes interrogées ont manifesté un **« sens du collectif » manifeste et s'avèrent préoccupées par les inégalités**.

→ **Le travail est considéré comme une source de reconnaissance et de statut**, et les citoyens identifient spontanément des types de travail et d'activité qu'ils jugent essentiels à la société.

→ **Les attentes en matière de sécurité couvrent de nombreux domaines** : elles vont bien au-delà de la question de « l'ordre public » et peuvent concerner la question des risques climatiques.

→ **Les citoyens sont très attachés aux services publics et en attendent beaucoup** : ces derniers jouent donc un rôle-clé en tant qu'institutions du contrat social et en tant que facteur d'appartenance et d'inclusion démocratique.

Défis

→ Une **certaine résistance aux politiques publiques qui « restreignent » les libertés individuelles...** mais les citoyens reconnaissent par ailleurs qu'il est normal de restreindre nos libertés si elles nuisent à autrui ou compromettent certains enjeux de justice sociale.

→ **Le sentiment que certaines personnes reçoivent trop**. La raréfaction ou l'érosion des services et des ressources publics génèrent un sentiment de compétition sociale. Dans ce cadre, la formalisation d'un système de compensations équitable et de reconnaissances de toutes et tous constitue un préalable indispensable à la discussion d'un contrat écologique en tant que tel.

→ **La consommation reste perçue par les citoyens comme une voie d'accès au bonheur et comme une source de bien-être individuel**. Un nouveau contrat social requerra donc une discussion sur les sources de bien-être et de prospérité (individuelle et collective) dans notre société, ainsi qu'une réflexion sur la manière dont les autres pactes pourraient y contribuer davantage.

Enseignements pour les délibérations futures

Par-delà le contenu des conversations, nous avons également beaucoup appris sur les *processus* délibératifs à même de bien fonctionner.

→ **Les citoyens comprennent le concept de contrat social**, et c'est une notion propice à la mise en discussion de nos pactes collectifs.

→ Les participants sont plus à même de réfléchir à leur compréhension du contrat social **lorsqu'on mobilise leur expérience vécue**.

→ À un moment donné, les participants ont besoin **d'être incités à dépasser les aspects négatifs de notre contrat social** et à en évoquer également les aspects positifs, les dimensions qui fonctionnent.

→ **La discussion en groupe** est particulièrement propice à l'insistance sur et la mise en relief **des dimensions collectives de nos attentes et de nos pratiques**.

→ Certains pactes (Consommation, Démocratie) **nécessitent un approfondissement plus ciblé et un cadrage plus particulier que d'autres**, et nous proposons (l'IDDRI et l'Institut Hot or Cool) des approches spécifiques pour y parvenir.

→ Pour rendre visibles les **réalités économiques** qui sous-tendent le contrat social, **certains outils et ressources spécifiques sont nécessaires**.

Table des matières

Résumé	3
<hr/>	
1. Introduction	8
<hr/>	
2. Leçons-clés des groupes de discussion (<i>focus groups</i>) au Royaume-Uni	10
<hr/>	
3. Leçons-clés des entretiens menés en France	20
<hr/>	
4. Enseignements et recommandations	36

1. Introduction

Comme l'a montré le dernier rapport du Giec, les sociétés humaines semblent actuellement incapables de se confronter à la multiplicité des crises environnementales auxquelles elles font pourtant face². Des propositions existent, en termes de nouvelles technologies, de modes de vie et de systèmes économiques³, mais peu d'approches semblent réellement à même de relever les défis sociaux et politiques qui se présentent actuellement à nous – lesquels, s'ils ne sont pas résolus, constitueront toujours un obstacle à la transition écologique.

Dans notre premier rapport [Vers un contrat social pour le XXIe siècle](#), co-écrit par l'[Iddri](#) et le [Hot or Cool Institute](#), nous écrivions qu'un nouveau contrat écologique et social était aujourd'hui nécessaire à l'identification d'accords et de compromis susceptibles de soutenir la transition sociale et environnementale – transition dont nous avons si urgemment besoin au XXIe siècle. Dans ce rapport, nous avons proposé une définition du contrat social occidental moderne, ainsi qu'un cadre d'analyse pour comprendre le contrat social actuel à travers quatre pactes (Démocratie, Sécurité, Travail et Consommation). Nous avons ensuite retracé l'histoire moderne de ce contrat social dans deux pays (la France et le Royaume-Uni).

Dans ce nouveau rapport, nous présentons les résultats de deux études originales, qui explorent la perception du contrat social actuel chez les citoyens : une série d'entretiens semi-directifs

menés en France, ainsi que des groupes de discussion (*focus groups*) organisés au Royaume-Uni. L'objectif de cette enquête en deux volets était triple.

1. Vérifier si les quatre pactes identifiés dans notre premier rapport trouvent un écho auprès du public et éventuellement enrichir notre cadre théorique (celui de la première étude) en fonction des résultats de l'enquête.
2. Comprendre comment nos pactes sociaux actuels sont perçus par les citoyens et identifier les récits qui les alimentent.
3. Identifier des outils pour conduire des délibérations sur ces sujets de transactions et de pactes avec les citoyens, afin d'imaginer un nouveau contrat social.

Bien que nous n'ayons pas pré-défini de contrat social futur ou idéal, les résultats de l'enquête nous permettent d'ores et déjà d'examiner dans quelle mesure les attentes actuelles des citoyens et les obligations qu'ils éprouvent sont compatibles avec un contrat social à la fois désirable et soutenable. Cela nous aide à définir certains des défis auxquels nous sommes confrontés ainsi que les leviers d'action possibles pour évoluer vers un nouveau contrat écologique et social.

2 GIEC (2023). *Changement climatique 2023 : Rapport de synthèse*. Contribution des groupes de travail I, II et III au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Équipe de rédaction principale, H. Lee et J. Romero (eds.)]. GIEC, Genève, Suisse, pp. 35-115, doi : [10.59327/IPCC/AR6-9789291691647](https://doi.org/10.59327/IPCC/AR6-9789291691647)

3 [Hot or Cool](#) et l'[Iddri](#) ont formulé des propositions, tout comme d'autres initiatives telles que la [Wellbeing Economy Coalition](#) et [Earth4All](#).

Méthodologies

Dans le premier rapport, nous avons examiné le développement du contrat social dans deux pays – le Royaume-Uni et la France – qui ont connu des trajectoires très différentes en termes de systèmes politiques, mais partageaient une histoire commune. Ce sont également dans ces deux pays qu'a eu lieu notre enquête.

Nous avons combiné deux méthodes d'enquête pour leur complémentarité – sachant que l'objet « contrat social », du fait de son apparente abstraction, n'est pas aisé à explorer empiriquement : des groupes de discussion (*focus groups*) au Royaume-Uni, et 20 entretiens semi-directifs en France. Nos deux échantillons⁴ ne sauraient donc avoir une valeur « statistique » ou systématique : ils sont trop restreints – nous avons opté pour une approche qualitative et non quantitative – pour servir de matériau à une projection théorique à grande échelle. Néanmoins, ils ont nourri notre cadre et permis d'examiner les traductions individuelles de certains arrangements collectifs. Ce rapport restitue des verbatims originaux, sans reformuler le propos des personnes interviewées. Il s'agit de donner à voir, le plus fidèlement possible, des expériences et des voix sociales diverses.

La première méthode (*focus groups*) a l'avantage de focaliser les discussions sur des questions collectives plutôt qu'individuelles et de confronter les citoyens à la nécessité de trouver un compromis par-delà leurs divergences d'opinions, de cultures et de pratiques sociales. La seconde méthode, celle de l'entretien semi-directif, permet quant à elle d'accéder au niveau de l'expérience « individuelle » (celle-ci demeurant bien évidemment enchâssée dans des mécanismes collectifs) et de mesurer l'écart ou la convergence entre les attentes personnelles créées et entretenues par les promesses et les récits collectifs (méritocratie, promesse d'ascension sociale, droit au travail, etc.) et l'expérience vécue. Le niveau de déception, de satisfaction ou de désillusion constitue ainsi un indicateur de la façon dont les différents groupes sociaux se rapportent au contrat social.

4 Les participants des entretiens et focus groups ont été rémunérés pour leur participation au projet.

2. Leçons-clés des groupes de discussion (*focus groups*) au Royaume-Uni

Méthodologie

Quatre groupes de discussion (*focus groups*) composés de 6 à 8 participants ont été organisés dans quatre villes du Royaume-Uni :

- Nord de Londres (Hendon)
- Sud de Londres (Twickenham)
- Bridgend, Pays de Galles
- Sheffield, Yorkshire

Les participants (28 au total) ont été recrutés par une société d'études de marché et ont été choisis pour représenter un large éventail de statuts socio-économiques, d'âges et d'opinions politiques. Ils ont été informés qu'ils allaient discuter de « nos attentes collectives vis-à-vis du gouvernement et de nos devoirs envers la société (en particulier en termes de travail, de démocratie, de sécurité et de la manière dont nous dépensons notre argent) en tant que personnes vivant au Royaume-Uni ». Ils ont été rémunérés pour leur participation.

Deux questions centrales ont été posées lors des groupes de discussion :

→ Qu'attendez-vous de l'État qu'il fournisse, garantisse ou fasse pour les personnes qui vivent au Royaume-Uni ?

→ Quels devoirs et obligations avons-nous, en tant que personnes vivant dans ce pays, envers le gouvernement ou la société dans son ensemble ?

Les groupes de discussion ont duré une heure et demie. Après avoir « brisé la glace » et effectué des présentations, nous avons introduit le concept de contrat social. La discussion a ensuite été divisée en deux temps. Dans un premier temps, les participants ont considéré leurs attentes vis-à-vis de l'État. Ils ont été invités à réfléchir individuellement, en notant leurs idées sur des post-it, avant de discuter et de classer leurs attentes par ordre de priorité sur des tableaux de conférence préparés à l'avance, en petits groupes de 3 à 4 participants. Après une discussion en plénière, le même processus a été réitéré pour réfléchir et discuter des devoirs et obligations. Des enregistrements et des tableaux ont été mobilisés pour rédiger les résultats.

1. Les participants ont pu identifier des priorités claires en termes d'attentes et d'obligations

Les thèmes mentionnés par les différents groupes ont été classés et notés par ordre d'importance (et de récurrence), avec une note maximale de 3 points si le thème était considéré comme l'une des cinq premières priorités, de 0,5 à 1 point si le thème était mentionné mais ne figurait pas sur le tableau final du groupe.

Le tableau ci-dessous présente les scores obtenus pour les thèmes les mieux notés en matière d'attentes et d'obligations :

Attentes		Obligations	
Thème	Score	Thème	Score
Soins de santé	24	Respecter les autres	22
Sécurité	20	Protéger l'environnement	20
Éducation	19	Obéir à la loi	20
Logement	17	Payer des impôts	20
Protection sociale / Prestations / Services sociaux	14	Bénévolat / soutien à la communauté	16
Réduire le coût de la vie	9	Soin de soi (médical et autre)	15
Défense nationale	9	S'occuper des enfants / des personnes âgées	12
Fiscalité limitée/équitable	7	Vote	11
Durabilité / environnement propre	7	Partager les connaissances	9
Lutte contre la pauvreté et le sans-abrisme	6	Ne pas abuser des services publics	8
Transparence / Responsabilité	6		
Réduire les inégalités	6		
Transports publics	6		
Collaboration entre les partis	6		
Économie stable	6		

En ce qui concerne les attentes, quatre thèmes semblent particulièrement importants pour les participants : les **soins de santé**, la **sécurité** (définie par les participants comme la réduction de la criminalité), l'**éducation** et le **logement**. Ces thèmes sont au moins deux fois plus importants que les autres. Les soins de santé ont obtenu la note maximale de 24/24, ce qui signifie qu'ils ont été considérés comme l'une des cinq premières priorités par tous les groupes. Les citations ci-après donnent un aperçu des attentes les plus importantes, qui ont été mentionnées chez tous les participants auditionnés.

Soins de santé

« Il y a beaucoup de choses gratuites dans le NHS, certaines sont payantes, [mais] ... devraient être gratuites. »

— M, Hendon⁵

« Si vous n'investissez pas [dans la santé] dès le plus jeune âge, vous ne faites qu'avoir des problèmes. »

— F, Sheffield

Sécurité

« Si nous ne sommes pas en sécurité et qu'il y a de la criminalité et tout le reste, cela ne sert à rien d'avoir une éducation, n'est-ce pas ? »

— F, Twickenham

Éducation

« Je pense qu'ils devraient enseigner des choses comme les compétences de vie [comme les hypothèques] dans les écoles plutôt que la santé publique et la religion. »

— M, Sheffield

« L'éducation devrait être égale et gratuite pour tous. »

— F, Twickenham

Logement

« Quelqu'un en a acheté [des appartements] en grand nombre et les loue au double du prix. Je ne pense pas que ce soit juste. »

— M, Bridgend

Dans l'ensemble, les obligations identifiées sont plus partagées que les attentes, ou du moins il est plus facile d'identifier des récurrences, avec seulement 20 obligations mentionnées au total (par rapport à 35 attentes).

Respect

« Le [respect] devrait être placé au centre parce qu'il façonne la société. »

— F, Bridgend

Environnement

« Utiliser des panneaux solaires, utiliser des énergies renouvelables..... Dans l'ensemble, cela aidera tout le monde. Cela aidera les gens, cela aidera le gouvernement, cela aidera aussi la nature. »

— M, Twickenham

Respect de la loi

« Je dirais que la loi est l'un des éléments qui, à mon avis, devrait être placé au centre. »

— M, Hendon

Impôts

« Payer des impôts, je pense que sans cela, on ne peut rien faire.. »

— M, Twickenham

5 F = participante ; M = participant

2. Le Pacte Travail est au cœur du contrat social

Concernant le Pacte Travail, nous supposons que les citoyens prétendent accepter la contrainte de la hiérarchie et de la productivité, et respecter l'ordre économique et social en échange d'une rémunération, d'une reconnaissance et d'une protection sociale.

Souvent, les obligations présumées du Pacte Travail n'ont pas été explicitement évoquées par les participants, du moins pas spontanément. Cela peut s'expliquer par le cadrage des questions, les animateurs ayant interrogé les groupes sur les obligations envers l'État ou la société, plutôt qu'envers les employeurs – ou par l'amorce de la discussion, initialement focalisée sur le concept de « contrat social ». Le travail n'est apparu spontanément comme une obligation que dans un seul groupe de discussion.

Cependant, une grande partie des échanges au sein des groupes de discussion présumait une obligation de travailler et un sentiment de désapprobation à l'égard de ceux qui ne travaillaient pas ou choisissaient de ne pas travailler. Par exemple, il a été considéré comme important que l'État fournisse des services de garde d'enfants à ceux qui travaillent, mais qu'il est injuste que ceux qui ne travaillent pas (c'est-à-dire qui reçoivent des allocations) bénéficient plus facilement de ces services.

« Les personnes qui reçoivent des allocations ont droit à des services gratuits de garde d'enfants, à des repas gratuits, à des crèches gratuites, alors que je fais des allers-retours entre deux emplois, j'ai deux enfants et [pour moi] tout coûte ... et je dois payer de ma poche. »

— F, Sheffield

Certains ont par ailleurs considéré qu'il était injuste que les personnes qui travaillent soient « si lourdement taxées ».

Lors de la seule discussion sur l'immigration, les participants ont souligné qu'ils n'avaient aucun problème avec les immigrés qui venaient travailler, mais qu'ils étaient mécontents des immigrés qui venaient demander des allocations.

« Je suis allé en Australie... ils accueillent tout le monde dans le pays. Plus on est nombreux, plus on rit... »

— F, Sheffield

« Si vous allez travailler, alors oui. »

— M, Sheffield

Un participant a décrit ainsi le rôle du travail dans notre société :

« Nous sommes un pays capitaliste qui nous apprend dès l'enfance à travailler dur pour avoir une bonne vie. »

— F, Twickenham

Ainsi, l'obligation de travailler est profondément ancrée dans le modèle de contrat social des participants. Alors que le participant susmentionné a parlé de l'obligation de travailler dur, lorsqu'on leur a posé la question, la plupart des participants ont rejeté l'idée que les citoyens avaient le devoir de travailler à temps plein plutôt qu'à temps partiel. En outre, les obligations liées à l'acceptation de la hiérarchie n'ont pas été mentionnées.

L'attente de protection sociale était manifeste. Les attentes en matière de rémunération et de reconnaissance, en revanche, étaient plus implicites, avec des déclarations suggérant que ceux qui ne travaillent pas méritent moins de reconnaissance et moins de confort financier.

On peut donc constater que ce pacte a été largement soutenu par les groupes de discussion, même si la nature des questions posées a fait qu'il a souvent été soutenu de manière implicite plutôt qu'explicite.

3. Un Pacte Sécurité qui concerne tant la sécurité physique que la protection de la santé

Nous avons défini le Pacte Sécurité comme la reconnaissance du rôle structurant de l'État dans tous les domaines de l'existence en échange d'une garantie de sécurité. D'une manière générale, ce pacte a suscité l'adhésion dans les groupes de discussion. Comme nous l'avons mentionné, l'obéissance à la loi est l'une

des quatre obligations les plus fréquemment citées et reflète le rôle de l'État dans la définition de la loi. L'acceptation du rôle de l'État dans la définition d'autres aspects de notre vie, comme l'éducation ou la santé, a fait l'objet d'une moins grande unanimité.

Certains participants se sont opposés à l'idée que l'État puisse nous empêcher de fumer ou de donner des cours à domicile à nos enfants.

« Je ne veux pas que l'État commence à me contrôler et à me dire si je peux fumer ou non. Ils disent déjà qu'on ne peut pas fumer à l'intérieur et c'est compréhensible parce que cela affecte les non-fumeurs. Mais par exemple, s'ils commencent à dire qu'on ne peut pas fumer chez soi, ça ne va pas me plaire. »

— F, Twickenham

D'autres comportements liés à la santé ont également été mentionnés, révélant des interactions entre les pactes Démocratie (libertés individuelles, émancipation féminine) et Sécurité (injonctions médicales).

« Je sais qu'il est bon d'allaiter, mais c'est le choix d'une femme d'allaiter. Personne ne devrait ressentir de pression. »

— M, Sheffield

Toutefois, dans les deux cas, des participants ont avancé des contre-arguments en faveur d'une intervention de l'État dans ces sphères de vie. L'argument évoqué était souvent la dépense de l'argent public (en protection médicale ou autre) qui implique que l'État ait un droit de regard sur nos pratiques : si l'on attend de l'État qu'il fournisse des soins de santé, on doit accepter qu'il impose certaines règles et limite les comportements malsains.

Le rôle de l'État dans l'incitation à des comportements ayant un effet positif sur l'environnement a également fait l'objet d'une discussion. La protection de l'environnement figure d'ailleurs dans les (quatre) principales obligations identifiées par les participants. Il était difficile de dire si, pour les participants, la vigilance de l'État était considérée comme la contrepartie nécessaire d'un devoir de sensibilité environnementale, mais les mentions récurrentes du recyclage attestait d'une intériorisation des campagnes gouvernementales encourageant depuis des décennies les citoyens à trier les déchets. Certains participants ont également qualifié positivement les incitations gouvernementales à installer des panneaux solaires sur les maisons ou à apporter d'autres améliorations favorables à l'environnement, ce qui exprime un consentement au fait que l'État puisse façonner nos comportements en matière de consommation d'énergie (voir leçon 8). Bien qu'il y ait eu, chez certains, une forme de résistance à cette transaction, l'influence de l'État en termes d'environnement a toutefois suscité moins de rejet qu'une influence étatique sur les comportements à risque pour la santé. L'argument « il s'agit de

ma santé, je peux donc choisir ce que je fais », comme mentionné supra, a été mobilisé au moins une fois. Le même argument n'a pas pu être utilisé pour les comportements liés à l'environnement.

En revanche, la sécurité est fréquemment mentionnée comme une attente. La sécurité personnelle est la deuxième attente la plus souvent mentionnée, avec des demandes fréquentes de renforcement des services de police. Les participants sont également conscients du rôle plus diffus de l'État en matière de sécurité, par exemple par le biais de la scolarisation, de la création de clubs de jeunes et par la garantie de bons salaires – autant d'éléments qui sont considérés comme des obstacles à la criminalité.

« Si les gens étaient plus heureux parce qu'ils étaient en meilleure santé, qu'ils avaient des objectifs, un but, de bonnes universités, de bonnes écoles, de bons emplois, ils seraient moins en colère et il y aurait probablement moins de violence. [...] Si vous avez plus d'égalité, vous n'avez pas de groupes séparés qui se sentent vraiment exclus et mécontents, alors tout le monde sent qu'il a un rôle à jouer. Tout le monde s'investit dans la société. Ce n'est pas comme si un groupe se sentait exclu – s'il est exclu, pourquoi devrait-il contribuer ? »

— F, Hendon

Si la défense nationale est moins souvent mentionnée, c'est parce que les participants la considèrent comme allant de soi. La sécurité sociale, en termes de prestations et d'aide sociale, et la lutte contre la pauvreté et le sans-abrisme figurent également en bonne place dans les attentes des participants vis-à-vis de l'État.

Compte tenu de la discussion sur le rôle de l'État dans notre comportement en matière de santé, il a également semblé raisonnable de considérer les attentes de soins médicaux comme partie intégrante du Pacte Sécurité, et d'estimer que l'État a l'obligation de nous protéger contre certains risques et – ce point a particulièrement été exprimé – qu'il remplisse un devoir de prévention.

Cependant, peu de choses ont été dites sur le rôle de l'État en termes de protection contre les risques liés à l'environnement. L'attente d'un environnement sain n'a été mentionnée que dans quelques groupes de discussion, bien que certaines personnes aient exprimé le désir d'une application plus stricte des règles environnementales :

« S'il y a des preuves photo ou filmées que vous polluez... ils devraient défoncer votre voiture. »

— M, Bridgend

4. Le Pacte Démocratie se définit davantage par l'équité et la responsabilité que par la participation directe

Nous avons défini le Pacte Démocratie comme le renoncement à une voix politique directe en échange de la possibilité d'élire des représentants et de vivre dans une société basée sur des lois communes. Bien que les thèmes de la loi, du vote et de la démocratie aient tous émergé au cours des groupes de discussion, les participants n'ont pas pleinement perçu le Pacte Démocratie de la manière dont nous l'avons décrit. Plus important encore, les participants n'ont pas envisagé la possibilité qu'ils aient une voix politique directe et, par conséquent, ils ne conçoivent pas la représentation comme une obligation ou un coût. Au contraire, c'est surtout le vote qu'ils ont considéré comme un devoir, dont les « bons » citoyens doivent s'acquitter. Le vote a également été qualifié comme un privilège, dont doivent impérativement user les citoyens s'ils souhaitent pouvoir se plaindre ensuite.

« Je crois vraiment que si vous n'avez pas voté, vous n'avez pas le droit de vous plaindre. »

— F, Twickenham

Cependant, le vote n'est apparu qu'une seule fois dans les garanties démocratiques de base. Ce qui apparaît le plus souvent dans les discussions, et constitue une attente, ce sont les caractéristiques d'une démocratie qui « fonctionne bien », par exemple le sentiment de responsabilité chez les élites, leur transparence et la liberté d'expression.

« Je déteste [...] qu'ils [les hommes politiques] puissent réclamer des frais C'est notre argent, n'est-ce pas ? »

— M, Bridgend

« Le gouvernement dans son ensemble ... doit être beaucoup plus transparent. »

— F, Twickenham

« Avoir des personnes au gouvernement qui représentent le peuple. »

— F, Twickenham

L'idée d'une société fondée sur des lois communes n'est pas non plus apparue explicitement dans les conversations. Mais « l'équité », mentionnée dans certaines discussions, peut être en partie comprise comme une égalité de traitement au regard de la loi – par exemple, les hommes politiques ne devraient pas pouvoir impunément effectuer des dépenses qui ne sont pas conformes aux règles, et les prestations ne devraient être accordées qu'à ceux qui les méritent. Enfin, le respect des règles juridiques a été fréquemment mentionné dans la discussion au sujet des obligations, « obéir à la loi » figurant parmi les quatre obligations les plus importantes.

En résumé, la première ébauche d'un Pacte Démocratie semble s'articuler autour des axes suivants, chez les participants et participantes : « Nous attendons une démocratie qui fonctionne bien, avec des hommes politiques responsables, transparents et honnêtes, en échange de notre vote et de notre observance de la loi. »

5. Pacte Démocratie : le respect d'autrui comme perspective

Comme indiqué supra (leçon 1), une des obligations les plus mentionnées a été le respect d'autrui. Cette notion n'avait pas été abordée dans notre formulation initiale du contrat social, or elle est apparue comme un ingrédient important du Pacte Démocratie. Les participants ont employé ce terme pour qualifier les « bonnes » relations entre les citoyens eux-mêmes (nous devons respecter les autres citoyens, ce qui implique d'être respecté par les autres citoyens en retour), mais également pour formuler une attente dans le champ politique : les hommes et les femmes politiques doivent respecter les citoyens en étant honnêtes et transparents avec eux.

Des participants ont souligné le fait que certaines obligations sont difficiles à remplir, mais que le respect d'autrui désignait des comportements accessibles.

« Il y a beaucoup de choses dans la liste que certaines personnes diraient ne pas pouvoir faire ou trouver plus difficile à faire, alors que celle-là [le respect] est quelque chose que tout le monde peut faire. »

— F, Hendon

6. Pacte Consommation : le gouvernement est principalement considéré comme responsable de la protection des citoyens contre la crise du coût de la vie

Notre proposition initiale, concernant le Pacte Consommation, était la suivante : nous acceptons la pression de la consommation et l'inégalité en échange de la possibilité d'améliorer notre bien-être. Des attentes liées à ce pacte ont été exprimées par rapport au coût de la vie. Les participants ont évoqué à plusieurs reprises leur souhait que le gouvernement veille à ce que les gens puissent accéder à des biens/besoins comme la nourriture, le logement, l'énergie, l'assurance automobile et les voyages. Bien que les vols en avion (pour un séjour de vacances) relèvent de la consommation discrétionnaire, les participants ont généralement mentionné ces biens et services comme s'il s'agissait de besoins fondamentaux. En d'autres termes, ils attendent du gouvernement qu'il garantisse pour toutes et tous l'accès à une consommation appréhendée comme élémentaire, afin d'atteindre un certain niveau de « bien-être », jugé standard.

« Je pense qu'avec les prix de l'énergie, ... les entreprises énergétiques gagnent tellement d'argent de toute façon et nos factures augmentent. C'est donc ça que je ne comprends pas, peut-être, à savoir qu'ils ne les plafonnent pas. ... ils permettent ... à ces entreprises de gagner des milliards et des milliards. »

— M, Hendon

« Les choses devraient être moins chères. »

— F, Sheffield

Un groupe a également parlé du rôle du gouvernement dans la stabilité de l'économie.

D'autre part, les obligations que nous avons pensées comme parties intégrantes du Pacte Consommation n'ont pas été explicitement identifiées par les participants, qui se réfèrent vraisemblablement au travail et au paiement des impôts comme contreparties de la consommation.

7. Des opinions mitigées sur les inégalités et la réduction de la pauvreté

Le coût de la vie est généralement abordé en référence à la crise actuelle. D'autres discussions ont mis en évidence des opinions plus mitigées sur la lutte contre les inégalités et la réduction de la pauvreté. Les inégalités, néanmoins, ont été clairement identifiées comme un problème :

« C'est le problème de la plupart des pays : l'argent n'arrive pas jusqu'aux gens. »

— F, Twickenham

La lutte contre la pauvreté importe plus aux participants que la réduction des inégalités, et il est souvent fait mention de la nécessité d'une « aide sociale », de « prestations » ou de « services sociaux ». Il s'agit généralement de prestations ciblées pour les groupes vulnérables tels que les personnes âgées ou handicapées, ou d'interventions ciblées comme les banques alimentaires.

Toutefois, d'autres participants n'ont mentionné les prestations que pour se plaindre du fait que les gens en reçoivent trop, ou qu'ils font des enfants pour bénéficier d'avantages :

« Je vois des gens qui reçoivent 2 000 livres sterling d'allocations. Je veux dire, je ne sais pas quelle est leur situation, mais je pense que les gens ne peuvent pas s'attendre à pouvoir continuer d'avoir des enfants [pour ça]. »

— M, Bridgend

Par ailleurs, d'autres se sont plaints que les impôts étaient trop élevés. Par exemple, un participant de Londres a estimé qu'il était injuste d'être « puni » pour avoir travaillé dur (sept jours sur sept) en devant payer un taux d'imposition plus élevé. En outre, il estime que la hausse des impôts est néfaste pour le pays, car elle démotive les gens à travailler dur.

« Les 100 personnes les plus riches sont originaires des États-Unis et de la Chine, mais pas du Royaume-Uni. Ainsi, au Royaume-Uni, même si vous travaillez dur, vous ne pouvez pas dépasser un certain seuil. »

— M, Twickenham

« Ils [les Américains] travaillent dur, mais au moins ils ont quelque chose à montrer, alors que nous sommes constamment saignés à blanc pour payer des impôts et autres choses. »

— F, Twickenham

« Cela pénalise ceux qui travaillent dur ou qui ont étudié le droit, par exemple, pendant tant d'années, ou qui sont devenus médecins, mais ils sont pénalisés et se voient retirer 50 % de leur revenu. C'est donc une mauvaise culture de l'allocation qui s'installe dans ce pays et les gens se disent : pourquoi devrais-je travailler si dur ? ... Cela ne pousse donc pas les gens... »

— F, Twickenham

Bien qu'un participant ait rapidement répondu que les États-Unis en payaient le prix avec des niveaux de pauvreté beaucoup plus élevés, l'opinion n'a pas été catégoriquement rejetée par le groupe. En d'autres termes, certains pensent qu'il faut réduire les impôts quitte à accroître les inégalités, pour que les gens travaillent dur (et contribuent ainsi à la prospérité nationale).

8. Les questions environnementales sont davantage considérées comme des obligations pour les citoyens que comme des attentes à l'égard du gouvernement

Les références à l'environnement ont été délibérément évitées dans les introductions et les descriptions des tâches, car nous voulions vérifier si les participants mentionnaient spontanément ces questions.

L'environnement n'a pas occupé une place très importante dans les discussions sur les attentes, mais il a été abordé dans trois groupes de discussion sur quatre. Dans le nord de Londres, la propreté de l'environnement a été identifiée comme l'une des cinq principales attentes dans l'un des groupes de discussion, bien qu'il y ait eu peu de discussions au-delà du sujet de la propreté des rues. Dans le sud de Londres, un participant a mentionné la durabilité comme une attente à l'égard du gouvernement, en évoquant spécifiquement la nécessité d'une protection contre les aléas climatiques et de la réduction de la pollution de l'air et de l'eau. Dans le même temps, à Bridgend, un participant s'est exprimé avec force en faveur de l'efficacité énergétique et sur le fait que le gouvernement devrait investir ce chantier et aider les citoyens à faire de même. Les participants ont convenu qu'il était nécessaire de réduire les émissions de CO₂, mais aussi, par-là même, d'économiser de l'argent.

« Il devrait y avoir une politique nationale où le gouvernement dit que chaque nouvelle maison doit avoir un certain niveau d'isolation et des panneaux solaires. »

— M, Bridgend

« Oui [à la réduction des émissions], pour l'environnement et pour faire du bien à nos propres factures. »

— F, Bridgend

Des conversations plus riches sont apparues lors de la discussion sur les obligations des citoyens : la protection de l'environnement ou la sobriété dans l'utilisation des ressources figuraient parmi les quatre obligations les plus importantes. Hormis le respect des autres, seule l'obligation du respect de l'environnement est apparue dans tous les groupes de discussion. Si la plupart des conversations ont énuméré des comportements pro-environnementaux relativement courants, tels que le recyclage ou la réduction de la consommation d'énergie, il a également été question de l'achat d'occasion, de l'achat de produits de saison, de l'achat local et des investissements dans l'amélioration de l'efficacité énergétique des habitations. De même, certains groupes de discussion ont reconnu la nécessité de modifier nos habitudes de consommation pour atteindre les objectifs climat.

« Nous devrions essayer de manger des produits de saison. »

— M, Sheffield

« J'ai commencé à faire appel à des associations caritatives [magasins d'occasion] au lieu d'acheter dans un magasin... Mon magasin de charité local est destiné aux enfants et aux personnes âgées, ce qui leur permet de réinjecter l'argent dans les cours de gymnastique et autres. Alors que si je vais dans un magasin de marque, l'argent ira à quelqu'un qui boit du champagne. »

— F, Sheffield

« Pourquoi transportons-nous par camion des denrées alimentaires du Royaume-Uni vers l'étranger et de l'étranger vers le Royaume-Uni ? »

— M Sheffield

Au pays de Galles, une discussion a porté sur l'identification des responsables de la durabilité :

« Si nous faisons tous beaucoup de petites choses en faveur de l'environnement ou autre, je pense que cela aurait un impact plus important. »

— F, Bridgend

« Au lieu de dire "formons un groupe et faisons ceci ou cela à deux", le gouvernement et le monde devraient dire "nous interdisons les sacs en plastique". ... Alors pourquoi les gouvernements du monde entier n'arrêtent-ils pas ces choses ? Ils pourraient facilement le faire. »

— F, Bridgend

D'une manière générale, les résultats montrent que les participants font porter la responsabilité de l'environnement sur les citoyens plutôt que sur les gouvernements. Toutefois, le rôle des gouvernements a été signalé pour l'élaboration d'incitations et de sanctions afin de favoriser un comportement pro-environnemental des citoyens.

9. Les citoyens éprouvent l'obligation d'être parcimonieux dans l'usage des services et des dépenses publiques

Plusieurs des obligations fréquemment mentionnées sont liées à la nécessité d'économiser l'argent public (pour un meilleur fonctionnement des services publics). Par exemple, prendre soin de soi, ou s'occuper de sa propre santé (qui était la sixième obligation la plus importante), a souvent été vu comme un levier d'économie pour le service national de santé (NHS au Royaume-Uni), par exemple, et donc comme une obligation :

« Si nous nous occupions mieux de nous-mêmes, cela permettrait d'économiser sur les services sociaux et de santé. »

— M, Bridgend

« Apprendre à nos enfants à être en bonne santé, à avoir de bonnes valeurs, parce que cela affectera le NHS à long terme s'ils ne sont pas obèses, s'ils ne fument pas, s'ils prennent soin d'eux. »

— F, Sheffield

En d'autres termes, les participants estiment que les citoyens ont l'obligation de s'occuper de leur santé afin de réduire la charge qui pèse sur les services de santé publique. Des arguments similaires ont été avancés en ce qui concerne l'environnement (par exemple,

les citoyens devraient éviter de jeter des déchets pour épargner à l'État le coût du nettoyage), la criminalité et la prise en charge des membres jeunes et âgés de la famille (pour épargner à l'État le coût des soins ou des sanctions). À titre d'exemple :

« Si tout le monde respecte les lois, cela réduit le temps que la police consacre aux crimes non urgents. »

— M, Hendon

Ce sentiment d'obligation concernant l'économie des ressources publiques n'était pas mentionné dans notre étude, et mérite d'être approfondi. Est-il spécifique au contexte britannique ? S'agit-il d'une réponse aux débats en cours sur la capacité de l'État à financer les services publics ? Ou s'agit-il simplement d'un artefact lié au fait que la conversation sur les obligations a eu lieu peu de temps après une conversation sur les services publics ? De fait, de nombreuses « obligations » mentionnées (par exemple, prendre soin de sa propre santé et des membres de sa famille) sont susceptibles d'impliquer également une motivation intrinsèque. Cela révèle certaines limites de la métaphore du contrat social – tout n'est pas une question de donnant-donnant ; dans certains cas, il existe des avantages mutuels pour l'État et le citoyen.

10. Les services publics sont au cœur des attentes et des obligations exprimées

Les cinq attentes les plus exprimées par les participants concernent toutes des services que les citoyens attendent des pouvoirs publics (soins de santé, sécurité, éducation, logement et prestations sociales) ; elles peuvent chacune être liées à des services gouvernementaux spécifiques, ou traduites par un service public en particulier.

Dans certains cas, il s'agit d'une démarche transactionnelle : je m'attends à des services publics de qualité parce que je paie des impôts :

« Mais s'ils prennent l'argent des impôts, ils doivent fournir un service. Je ne pourrais pas aller chez Sainsbury's [chaîne de supermarchés britannique] et leur donner 100 livres sterling sans qu'ils me donnent de la nourriture. C'est ce que j'attends. Alors ne prenez pas l'argent sans nous donner le service. »

— M, Sheffield

Parallèlement, comme indiqué dans la leçon 9, la problématique des services publics a également influencé les conversations sur les obligations des citoyens. Outre la nécessité ressentie de réduire les coûts des services publics, ont été mentionnées des obligations d'utiliser et de soutenir les services publics, ainsi que l'interdiction d'en abuser. Un participant a ainsi affirmé qu'il était de son devoir d'utiliser les bibliothèques publiques afin qu'elles ne disparaissent pas et soient toujours disponibles pour l'ensemble de la communauté :

« Je l'ai inscrit comme une obligation d'utilisation, parce que si personne n'y va, nous la perdrons. »

— M, Sheffield

3. Leçons-clés des entretiens menés en France

Méthodologie

Les *focus groups* ont permis d'explorer la dimension collective des pactes et de mettre en évidence notre capacité à faire des compromis au-delà des clivages sociaux, politiques et économiques qui séparent les individus. Cependant, elle ne nous a pas permis d'explorer les parcours de vie des citoyens et de comprendre la place que les 4 pactes et les promesses qui en découlent ont pris dans leur vie. L'approche par entretien nous permet d'explorer cette dimension, comme décrit dans la section suivante.

La phase d'entretien s'est déroulée entre février et mars 2024 : 20 entretiens qualitatifs, semi-directifs, d'une durée moyenne d'une heure et demie, ont été réalisés par visioconférence, afin d'appréhender différents types de modes de vie dans des territoires variés (urbains, périurbains, ruraux, etc.). L'échantillon, qui ne se veut pas exhaustif en termes de représentativité, est composé ainsi : 50 % d'hommes et 50 % de femmes, diversité culturelle (certains de nos profils sont arrivés en France à l'âge de 20 ans, d'autres sont petits-enfants ou enfants d'immigrés d'Afrique). Nous avons voulu un échantillon varié en termes de division du travail, d'autonomie dans l'emploi, de types de métiers (brancardier, militaire, instituteur, fonctionnaire, cadre, secrétaire de direction, ouvrier agricole, employé de logistique, employé de mairie, employé de banque, etc.), avec une surreprésentation volontaire des classes moyennes. Notre échantillon comprend également quelques retraités, ainsi que des personnes à la recherche d'un emploi.

En ce qui concerne la conduite des entretiens, il était important d'éviter les notions de pacte, de contrat, de contrepartie, etc., afin que l'entretien révèle si notre interlocuteur utilise spontanément ce vocabulaire contractuel pour décrire la vie sociale (et dans quels domaines en particulier il l'utilise), ou s'il n'y fait pas allusion au cours de l'échange. Il était également important de ne pas mentionner explicitement certains de nos pactes afin de ne pas biaiser la discussion, mais plutôt d'analyser comment/si ces thèmes apparaissent naturellement

au cours de l'échange : c'est le cas pour deux d'entre eux, la sécurité et la consommation. Évoquer explicitement la consommation (« consommez-vous beaucoup ? » ; « que préférez-vous consommer ? ») aurait eu l'inconvénient d'introduire immédiatement une thématique écologique dans l'entretien, voire de susciter la culpabilité et l'autocensure de la personne concernée (si ses pratiques de consommation sont peu soutenables, par exemple), ce que nous voulions éviter. Nous avons préféré conduire la personne à parler de sa consommation de manière indirecte, en axant sur les pratiques récentes – en lui demandant par exemple ce qu'elle avait fait le dimanche précédent. Quant à l'insécurité, il était important pour nous de déterminer si ce sentiment était un facteur subjectif (et objectif) prévalent chez nos interviewés, sans pour autant « provoquer » artificiellement ce thème.

Enfin, nous avons commencé l'entretien par une demande de récit de vie (à travers plusieurs questions-clés : « où avez-vous grandi ? » ; « comment s'est déroulé votre scolarité ? ») et nous sommes progressivement passés à un questionnaire plus souple sur les pratiques quotidiennes, en demandant des anecdotes, des récits d'expériences spécifiques, des exemples concrets (« pouvez-vous me raconter votre week-end ? » ; « racontez-moi votre journée de travail » ; « pouvez-vous me donner un exemple des conflits que vous mentionnez dans votre travail ? »), et en évitant les questions d'opinion (telles que : « quelle serait pour vous une bonne démocratie ? » ; « Pensez-vous que le consumérisme est une bonne chose ? »). L'idée était d'ancrer le questionnaire dans une expérience vécue très personnelle (mais évidemment ancrée dans un large éventail de mécanismes sociaux et collectifs), afin d'identifier les grands récits, les grandes promesses et les éventuelles déceptions ou attentes qui structurent la vie quotidienne de l'interviewé. Enfin, il convient de préciser que notre questionnaire a davantage servi de support ponctuel que de feuille de route stricte : il était important pour nous de suivre le fil conducteur adopté par notre interlocuteur, plutôt que d'imposer des thèmes (ce qui aurait créé des artefacts problématiques).

1. Il existe une vision contractuelle de notre vie sociale, politique et économique

Un certain nombre de personnes interrogées ont effectivement appréhendé la vie sociale et collective sous la forme d'un contrat, même si nous avons évité d'utiliser ce terme dans nos discussions : au cours des entretiens, des logiques d'engagement réciproque, d'échange et de transaction ont été exprimées au sujet des quatre pactes. Cette vision contractuelle s'applique non seulement aux domaines où il y a un acte objectif de contractualisation (comme les contrats de travail), mais plus largement dans les sphères de la démocratie et de la solidarité.

« Je suis pas fan des manifestations. [...] je suis d'avis de dire qu'on a signé un contrat, j'ai signé un contrat, y a mon taux horaire, y a mon évolution par rapport à mes échelons, voilà ça se passe comme ça, je vais pas commencer à signer un contrat et au bout de 6 mois venir pleurer. »

— Yanis, 36 ans, éducateur spécialisé

« Pour que l'État soit respecté, faut qu'il soit respectable. »

— François, 55 ans, chef de service adjoint

Commencer les entretiens par un retour sur les « parcours de vie » est un moyen particulièrement efficace d'accéder à ces logiques de pacte : les personnes interrogées sont ainsi amenées à formuler pour elles-mêmes des points de rupture, des moments de leur vie au cours desquels s'est révélé un décalage entre la promesse collective et leur expérience individuelle. Les personnes interrogées font également état de promesses non tenues, ou de pactes sociaux dont ils n'ont pas eu accès aux fruits – une déception ou un sentiment d'injustice qui peut être vécu comme une forme de crise personnelle :

« Je me suis toujours investi plus que je n'ai eu de retour, mais ça a été comme ça un peu partout. »

— Fred, 47 ans, brancardier

Ainsi, cette formalisation contractuelle semble avoir à la fois une fonction pédagogique (rendre l'existence sociale, structurée par diverses transactions, compréhensible) et une fonction politisante (distinguer les compromis satisfaisants des compromis injustes). Enfin, d'une manière que notre cadre théorique n'avait pas anticipée, certaines des personnes interrogées ont même pu exprimer leur méfiance à l'égard des prestations sociales et des logiques d'assistance sous prétexte qu'elles étaient de nature contractuelle : une telle assistance nécessite toujours une contrepartie de la part des assistés, une obligation de rétribution qu'il vaut mieux connaître avant d'accepter une quelconque aide de l'État.

« La politique de ce monde-là, je sais un peu comment ça fonctionne, c'est-à-dire qu'ils peuvent pas te donner sans quelque chose en retour. »

— Stan, 44 ans, responsable logistique

« Oui ils [les politiques] vont faire, ils vont faire quelque chose, mais derrière ils reprennent sur autre chose donc automatiquement ben ça va pas quoi. Mais ils font oui, ils font en prenant de l'autre côté. »

— Étienne, 51 ans, militaire

2. Un sentiment généralisé que le contrat n'est pas respecté, voire qu'il est rompu

Les entretiens révèlent un sentiment partagé de dégradation générale, voire de déclassement⁶ par rapport à la génération précédente (les possibilités d'accession à la propriété ou de mobilité sociale ascendante ne sont plus les mêmes que pour leurs parents, par exemple). La quasi-totalité des personnes interrogées décrivent une dégradation récente de ce que l'on

pourrait appeler « notre contrat social » et des éléments qui le composent, notamment ceux évoqués par les personnes interrogées ci-dessous. Ce sentiment de dégradation est d'autant plus intéressant qu'il prend souvent la forme d'une déception par rapport à une réalité souhaitée et perçue comme une *garantie de l'État* ou de notre société : assurer un

6 Selon Éric Maurin, le déclassement « désigne un phénomène de rupture qui conduit un individu à perdre sa position sociale » (É. Maurin, *La peur du déclassement. Sociologie des récessions*, Paris, Seuil, 2009, p. 5).

travail et un logement pour tous, par exemple. Ce sentiment de désintégration n'est pas exprimé par une classe d'âge ou une catégorie professionnelle particulière de notre échantillon : il émerge presque systématiquement et spontanément au cours des différents entretiens, sans qu'il soit nécessaire de poser des questions sur des éléments d'insatisfaction particuliers. Le référentiel de comparaison varie assez logiquement selon l'âge : les moins de 40 ans se réfèrent à l'époque de leurs parents, perçue comme plus « facile », et les plus âgés comparent leur présent à leur vie de jeune adulte, jugée plus sereine et moins entravée par les dysfonctionnements qui caractérisent aujourd'hui l'ensemble de la société.

« Nos parents, ils ont eu cette facilité d'acheter des maisons facilement, nous aussi on veut acheter des maisons facilement. »

— Stan, 44 ans, responsable logistique

Le sentiment de déclassement, de « promesses déçues » ou de fausse représentation est très répandu parmi les personnes interrogées :

« En fait, j'ai l'impression qu'il y a un déclassement depuis... je me souviens moi à l'époque, de mes parents. Des fois dans un couple y en avait qu'un qui travaillait, il faisait construire une maison et vivait correctement dans un foyer. Et maintenant je me dis des fois y a 2...les 2 travaillent, les 2 sont au SMIC et ils ont... ils peuvent plus acheter. »

— Florian, 40 ans, policier/brigadier-chef

« Je pense que [...] l'adolescente que j'étais à ce moment-là a eu de la chance par rapport à aujourd'hui. [...] aujourd'hui j'aurais plus la même facilité à accéder à des études supérieures enfin mine de rien, y a plus de choses qui étaient à ce moment-là, gratuites [...]. Aujourd'hui, en étant dans la même situation, je pense pas que j'aurais pu avoir à ce point-là la faculté de monter un peu socialement quoi. »

— Sarah, 35 ans, professeure des écoles

« En fait, clairement il y a pas d'ascenseur social magique qui... qui permet ouais, qui permettront d'avoir les mêmes chances. Tout ça c'est plein de plein de représentations qu'on a autour de nous, [et] on laisse même pas la chance. »

— Thomas, 29 ans, ouvrier agricole, à la recherche d'un emploi

« il y a beaucoup de... promesses en tout cas sur "plus personne dans la rue, plus personne dans la rue". Sauf que plus ça va et plus il y a des gens qui dorment dehors »

— Gabrielle, 48 ans, assistante sociale

La déception ressentie ou la dégradation constatée par les personnes interrogées sont également décrites et expliquées différemment selon leur appartenance politique. Il semblerait que les personnes de sensibilité plus conservatrice⁷ soient particulièrement préoccupées par le recul de valeurs telles que le respect⁸ (entendu comme la reconnaissance de la dignité de l'individu, mais aussi comme la reconnaissance non contestataire des instances structurantes de notre société – à commencer par l'école), la sécurité physique (peur d'être agressé au centre ville ou dans le métro), tandis que les personnes plus à gauche sur l'échiquier politique y voient une érosion de la tolérance, de la solidarité, de l'exigence de justice sociale et un arrêt de la dynamique de mobilité sociale ascendante. Certaines personnes (principalement des personnes ayant voté à gauche à la présidentielle de 2022, mais pas exclusivement) mentionnent également la difficulté de faire face à de nouvelles incertitudes, telles que le changement climatique. D'autres thèmes émergent de manière moins partisane : la perte du lien social est un constat largement partagé, qui s'accompagne parfois d'un sentiment de dégradation de certains services publics (conditions d'enseignement⁹ et hôpitaux notamment), du pouvoir d'achat, de l'accès aux biens de consommation et de l'inquiétude face au déclassement de certaines catégories de la population :

« Aujourd'hui, il y a un anonymat qui est quand même beaucoup plus développé. Les gens, ils sont un peu, je dirais... Il y a moins de solidarité [...]. C'est un peu chacun pour soi aujourd'hui. »

— Virginie, 59 ans, assistante de direction

7 Nous utilisons ici la tripartition idéologique de Cyril Lemieux (socialisme – libéralisme – conservatisme). Voir, entre autres : "Entretien avec Bruno Karsenti et Cyril Lemieux à propos de leur essai, *Socialisme et sociologie*", *Raisons politiques*, vol. 73, no. 1, 2019, pp. 133-161. Il convient de préciser que le conservatisme (pas plus que le libéralisme ou le socialisme) ne suffit pas à désigner une catégorie sociale homogène dans la mesure où il existe différents types de conservatisme, qui se traduisent différemment selon le milieu socio-économique et professionnel considéré.

8 L'autoritarisme est parfois une attitude « refuge » pour ceux qui sont menacés par le déclassement (ou qui l'ont vécu). Comme l'explique Camille Peugny : « L'autoritarisme des déclassés est essentiellement perceptible dans leur insistance sur les "valeurs". La nécessité de restaurer les valeurs traditionnelles mises à mal est l'un des leitmotivs du discours, même s'il est porté par des hommes et des femmes relativement jeunes », in Camille Peugny, *Le Déclassement*, Paris, Grasset, Paris, 2009.

9 Notre échantillon comprenait une professeure des écoles et une directrice d'école primaire, ce qui explique également pourquoi cette préoccupation était si répandue – mais elle n'a pas été exprimée uniquement par ces deux personnes.

« Donc je pense qu'il y a [...] même le sentiment d'appartenance qui se perd. »

— Stéphanie, 31 ans, consultante-formatrice, à la recherche d'un emploi

« Et les gens ne savent pas respecter. Enfin il y a plus, il y a plus d'éducation quoi. [...] y a plus de valeurs, il y a rien, ça tourne en lambeaux. »

— Fred, 47 ans, brancardier

« C'est devenu un peu individualiste quoi. Maintenant les gens [...] en fait, ils se soucient de leur personne, et puis ils se soucient pas forcément des autres quoi. »

— Rayane, 37 ans, conducteur

En tout état de cause, les formes de déception à l'égard du contrat social sont variées : logique des promesses déçues (gains espérés mais non réalisés), compromis injustes (insatisfaction à l'égard des normes de justice ; concurrence entre groupes pour l'obtention d'avantages ou de bénéfices), obsolescence des compromis sociaux (certaines promesses ou « équilibres » doivent être actualisés), attente d'un pacte (un compromis est attendu mais il n'existe pas encore).

Ces éléments indiquent également que l'individualisme de nos sociétés modernes peut aller de pair avec un souci des droits et de la dignité d'autrui, et qu'il n'est pas synonyme d'égoïsme : de nombreuses personnes interrogées s'alarment de la dévalorisation d'autres groupes sociaux, de professions considérées comme socialement structurantes, de la difficulté pour ces derniers d'accéder à certains biens, services ou tout simplement d'être reconnus. L'individualisation des pratiques et des valeurs est donc réelle dans nos sociétés, et se traduit explicitement par certaines attentes, mais elle s'accompagne d'une valorisation de l'individu et de sa dignité qui laisse espérer des mécanismes de solidarité et de protection pour tous, ainsi qu'une garantie absolue de l'intégrité des personnes.

3. Le travail, clé de la vie sociale, mais fragilisé par les conditions d'emploi

Les entretiens révèlent des attentes élevées en termes de conditions de travail et d'équilibre entre efforts et récompenses. Les personnes interrogées expriment un fort attachement au Pacte Travail, et au travail en général. La contribution à l'effort productif est perçue comme un moyen d'accéder à la sécurité financière et à l'autonomie, à la consommation, mais aussi comme un vecteur de socialisation, d'identité, de statut, de stimulation (pour les plus aisés de l'échantillon) et d'estime de soi.

« T'as pas de boulot, t'as pas de vie sociale : voilà, c'est un peu le résumé. »

— Fred, 47 ans, brancardier

« Peu importe l'endroit où tu peux être, tant que tu fais tes études, tant que tu travailles normalement, il y a pas de raison que ça se passe pas bien. [...] »

— Stan, 44 ans, responsable logistique

« Le travail, ça apporte une fierté quoi. [...] Qu'est-ce que vous apporte le travail ben voilà, c'est ça : 'je le mérite.' »

— Catherine, 54 ans, informaticienne de gestion, à la recherche d'un emploi

À l'inverse, le fait qu'un emploi soit difficile à obtenir, qu'il ne procure pas tous les gains espérés, ou qu'il soit moins rémunérateur de travailler que de percevoir des allocations de chômage (dysfonctionnement régulièrement pointé par les répondants comme symptôme d'une rémunération insuffisante du travail), est décrit comme une injustice, ou comme un manquement de l'État à son contrat :

« C'est des choses qui me dépassent [...] que les gens ne puissent pas vivre correctement en fait, malgré le fait qu'ils travaillent et qu'ils se lèvent tôt et qu'ils galèrent en fait. »

— Florian, 40 ans, officier de police / brigadier-chef

« [Aujourd'hui] c'est travailler plus pour gagner moins. »

— Étienne, 51 ans, militaire

« Dans les articles de la Constitution française, il est bien dit que la République doit donner du travail à tous [...] ses citoyens. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. »

— Jean-Baptiste, 69 ans, directeur d'agence bancaire à la retraite

« J'ai ma meilleure copine qui est prof [...] en plus elle est pas payée des sommes astronomiques et je me dis être payée ce prix-là, travailler [...] pour être en danger tous les jours, ne pas savoir à quoi s'attendre, [...] c'est pas mérité. »

— Louisa, 27 ans, chargée de mission dans une mairie

Les répondants ont des attentes élevées en matière de conditions de travail, notamment en ce qui concerne l'ajustement des salaires : la rémunération doit être proportionnelle à l'effort, au « mérite » et à l'investissement. Si ce n'est pas le cas, une autre forme de rémunération doit être garantie : temps libre, séparation stricte entre vie professionnelle et vie personnelle, autonomie ou flexibilité des horaires de travail.

« Forcément plus la charge de travail est importante plus j'espère être bien rémunérée. Ce que je trouve, ben, normal. »

— Louisa, 27 ans, chargée de mission dans une mairie

« Quand on est prof, on a quand même une grande liberté d'action. C'est vrai, cette liberté de créer, [...] d'être capable soi-même [...] de se manager quoi, je pense que [...] je pourrais plus revenir là-dessus. »

— Sarah, 35 ans, professeure des écoles

Cette valorisation du travail s'accompagne assez logiquement d'une critique de la logique d'assistance (ou « assistanat »), jugée insatisfaisante par rapport aux bénéfices du travail, et parfois perçue comme trop laxiste par les enquêtés les plus conservateurs de l'échantillon, et comme une rupture du Pacte Travail-Sécurité (travailler pour être aidé).

« Les aides [...] c'est un cercle vicieux. La revalorisation du travail, nous, ça, c'est ce qu'on veut. »

— Stan, 44 ans, responsable logistique

« Les aides sociales ça endort les gens, il y a certaines personnes, ils se disent : ils me donnent ça, bah je prends ça, et puis voilà en gros je me laisse vivre. »

— Rayane, 37 ans, chauffeur

Enfin, il existe un fort sentiment d'insatisfaction face à la compétitivité permanente et à la logique omniprésente de la productivité, perçue comme une exigence préjudiciable au développement du lien social au travail, au sens du travail, à son efficacité et au bien-être au travail – surtout lorsqu'elle se traduit aussi par l'anonymisation des travailleurs et une surveillance managériale excessive. Ces systèmes sont considérés comme contraires aux principes du Pacte Travail, qui consiste à s'investir pour obtenir une forme de reconnaissance, de confiance de la part de ses pairs et d'épanouissement personnel. À l'inverse, un travail où « la demande de chiffres » (c'est-à-dire la demande de performance et de productivité) n'est pas structurante est considéré comme désirable :

« Si on privilégie toujours la rentabilité, c'est pas possible, [...] on peut pas avoir la rentabilité et le bien-être, c'est pas vrai. »

— Jean-Baptiste, 69 ans, directeur agence bancaire, retraité

« [A La Poste] on a mis la pression sur la facture : qu'ils aillent toujours plus vite. On les a coupés [...] du lien avec la population. »

— François, 55 ans, chef de service-adjoint

Cette logique de rentabilité, y compris dans les services publics, est encouragée par les changements organisationnels et les nouvelles technologies du travail qui, selon les personnes interrogées, brisent les liens sociaux et nuisent à l'efficacité des travailleurs, au profit de la « surveillance » :

« Aujourd'hui, on n'est que sur des plateformes numérisées, des logiciels où on rentre les gens, on n'a plus d'accès direct, même aux collègues de la CAF, de la Sécu, on les appelle comme des gens lambda, on n'a pas de fils rouges, on est assez démunis quoi. »

— Gabrielle, 48 ans, assistante sociale

« L'informatique a pris une place prépondérante, voilà avec je vais employer le mot hein, mais avec un flicage permanent. »

— Jean-Baptiste, 69 ans, directeur agence bancaire, retraité

4. Le travail comme lieu de reconnaissance et d'humanisation

Les personnes interrogées ont exprimé de fortes attentes en termes de reconnaissance au travail. Celle-ci peut prendre la forme de récompenses matérielles ou symboliques : un salaire à la hauteur de l'effort fourni, ou l'expression d'une gratitude, de la part du supérieur hiérarchique ou, dans le secteur des services, de la part des usagers ou des clients.

Cette reconnaissance va bien au-delà d'un simple remerciement ponctuel ou des relations harmonieuses et saines au travail. Le gain de reconnaissance est perçu comme la traduction tangible d'une égalité entre pairs, d'une place, d'une appartenance à la société, d'une valeur individuelle au sein du collectif, d'une reconnaissance de sa position dans la division du travail – et parfois, par extension, d'une reconnaissance de la valeur et de l'utilité de certaines positions professionnelles en général (conscience de classe).

« [Je voudrais] que ma situation, qu'elle soit reconnue et après travailler avec une sécurité ; je peux pas, je retravaillerai plus comme j'ai travaillé avec cette boule au ventre et les gens qui vous regardent de haut. »

— Catherine, 54 ans, informaticienne de gestion, en recherche d'emploi

Les propos des personnes interrogées confirment largement que la reconnaissance est désormais un « fait social total »¹⁰ – c'est-à-dire qu'elle constitue une attente et structure les relations dans tous les domaines de l'existence sociale – et une attente professionnelle particulièrement forte.

« C'est la reconnaissance qui vous valorise. Quand vous faites votre travail et qu'on vous dit qu'il est bien fait, vous êtes super content. [...] Ça s'arrête là moi je trouve, c'est génial. »

— Virginie, 59 ans, assistante de direction

« Moi [ce qui me fait tenir], c'est le remerciement des patients ou la reconnaissance. Quand ils reviennent, qu'ils vous disent : Ah mais c'est vous qui m'avez amené au bloc. »

— Fred, 47 ans, brancardier

« Je voudrais être plus dans une forme de sécurité ou de bienveillance, même si j'en ai marre de ce mot-là, mais au moins de reconnaissance, d'être d'égal à égal quoi. »

— Catherine, 54 ans, informaticienne de gestion, en recherche d'emploi

Pour beaucoup, cette attente n'est pas satisfaite, comme en témoigne leur impression d'anonymat au travail, autre effet de la logique de compétitivité (voir leçon 3) :

« Là où je travaille, c'est très compliqué parce qu'il y a une ambiance d'enfer. Je suis un numéro pour ma hiérarchie. »

— Virginie, 59 ans, assistante de direction

« Y a rien de personnel, on est des numéros pour eux. »

— Sarah, 35 ans, professeure des écoles

Cette interchangeabilité perçue, ce sentiment d'être anonyme et de ne pas apporter de valeur ajoutée spécifique au collectif, est d'autant plus mal vécue dans nos sociétés modernes qu'elle se heurte à l'injonction inverse : celle de s'épanouir en tant qu'individu. Certains estiment ne pas disposer de l'environnement de travail nécessaire pour répondre à cette injonction, ce qui nourrit le sentiment d'être en marge d'un idéal professionnel.

10 Alain Caillé, *La Quête de reconnaissance. Nouveau phénomène social total*, Paris, La Découverte, 2007

5. Le Pacte Démocratie couvre bien plus que des questions institutionnelles et structure les attentes dans de nombreux domaines de la vie sociale

Les personnes interviewées perçoivent le Pacte Démocratie comme un pacte qui n'est pas strictement institutionnel, et qui ne se résume pas à notre système électoral et gouvernemental : parmi les thèmes démocratiques que nous avons préalablement identifiés dans notre scénario préparatoire, et qui renvoient selon nous à des dispositifs liés à la démocratie, ce sont ceux relatifs aux valeurs démocratiques qui sont spontanément apparus dans les propos de nos interviewés, plutôt que les questions relatives aux procédures institutionnelles en tant que telles (qui ne sont apparues que lorsque nous avons posé des questions spécifiques à leur sujet). Ces valeurs, évoquées incidemment (nous n'avons pas posé de questions spécifiques sur les valeurs démocratiques) lorsque les interviewés racontent leur journée de travail, une expérience amicale ou autre, renvoient à un mode de vie collectif souhaité, articulé autour de certains idéaux du vivre ensemble : la lutte contre le racisme, l'attachement au respect, le désir d'autonomie au travail, l'égalité des conditions, la lutte contre le sexisme, la reconnaissance de la différence, le vivre-ensemble, etc. Ce sont les valeurs démocratiques plutôt que les modalités institutionnelles de la démocratie que les interviewés ont exprimées dans ces entretiens¹¹ :

« Je trouve que le vivre-ensemble est important et que chacun, on s'apporte quelque chose, quelle que soit la personne, quelle que soit l'orientation sexuelle, quel que soit d'où on vient. »

— Rébecca, 44 ans, gestionnaire administrative

« J'espère [...] que les inégalités arrêtent de se creuser parce que ça va... enfin, c'est ça qui mène aux crises aussi politiques derrière quoi. »

— Sarah, 35 ans, professeure des écoles

« Que tout le monde ait la même chance, ça doit être je sais pas, pour moi c'est logique. »

— Rayane, 37 ans, conducteur de bus

« C'est des gens qui acceptent pas la différence quoi. [...] c'est la société qui est comme ça en fait, on n'accepte pas la différence. »

— Fred, 47 ans, brancardier

« Je me suis rendu compte que même à cette échelle-là d'une petite antenne [Jeunesses socialistes]... En réunion, eh ben c'est les hommes qui prennent la parole et c'est les femmes qui vont mettre les trucs dans les boîtes aux lettres, vous voyez ? »

— Gabrielle, 48 ans, assistante sociale

Cet attachement démocratique se manifeste également par la revendication d'une forme de liberté et d'autonomie dans la manière de vivre sa vie, revendication parfois vivement réaffirmée dans le domaine de la consommation, où l'acte d'achat est défini comme un droit fondamental¹² :

« Ce que j'aime pas, c'est qu'on me dise ce que je dois faire ; si j'ai envie de m'acheter quelque chose, j'achète quelque chose, si j'ai envie de faire plaisir à mes parents et de leur acheter quelque chose, je vais l'acheter. »

— Fred, 47 ans, brancardier

Ces attentes démocratiques ne semblent pas être pleinement satisfaites. Les personnes racisées de notre échantillon expriment le sentiment de ne pas avoir accès à une citoyenneté pleinement égale à celle des Français dont les grands-parents ou les parents ne sont pas immigrés, et l'impression d'une citoyenneté à deux vitesses. Leur déception témoigne d'un Pacte Démocratie qui trahit ses promesses d'intégration et de désindexation de la citoyenneté française de l'origine culturelle ou ethnique. Et le manque d'inclusivité de nos arrangements démocratiques apparaît d'autant plus injuste que ces personnes ont cotisé et rempli leurs obligations en France (logique du pacte).

¹¹ Même parmi les répondants qui tiennent (parfois) des propos xénophobes, la valeur de la tolérance et l'intérêt pour la différence sont paradoxalement affirmés.

¹² Ce que Sophie Dubuisson-Quellier appelle la « souveraineté des consommateurs ». Voir Sophie Dubuisson-Quellier, "De la souveraineté à la gouvernance des consommateurs : l'espace du choix dans la consommation", in *L'Économie politique*, vol. 39, no. 3, 2008, pp. 21-31.

(sur le projet de déchéance de nationalité) :

« On va retirer la nationalité à celui qui a des origines et celui qui n'a pas d'origines, c'est-à-dire qui est français de souche, qu'est-ce qu'on fait s'il fait une connerie ? On le garde, le Français ! [...] »

— Stan, 44 ans, responsable logistique

« Ils sont en France, ça fait plus de 20 ans... [...] [ils] ont travaillé, [...] payé les impôts, [...] cotisé, et les enfants ont cotisé, les enfants de leurs enfants ont cotisé, et enfin il a laissé son pays à plus de 30 ans... et s'il rentre dans son pays il est perdu quoi ! »

— Stan, 44 ans, responsable logistique

6. Le vote est considéré comme un devoir et les attentes en matière de représentation démocratique sont élevées

La logique de la représentation électorale n'a pas fait l'objet d'une critique généralisée. Au contraire, le vote est assez largement reconnu comme une obligation et un emblème de la démocratie :

« [Le vote] déjà c'est un devoir, en tant que patriote. Mais aussi parce que bah au moins on sait plus ou moins qui peut nous diriger, comment il pourra mener sa politique. Moi, je pense que c'est important. »

— Stan, 44 ans, responsable logistique

« [Dans le vote], on est tous à égalité pour exprimer son choix, quel que soit son niveau social ou culturel ou n'importe. Et chaque voix a la même valeur en fait, qu'on soit riche ou pauvre, c'est pareil. »

— Florian, 40 ans, policier/brigadier chef

Le vote offre également une contrepartie. En d'autres termes, il faut voter pour pouvoir se plaindre, et il faut voter pour obtenir des droits :

« Je trouverais ça bête de pas aller voter alors qu'on est dans une démocratie. Enfin derrière si on va pas voter, on n'a pas le droit de se plaindre, je pense. »

— Thomas, 29 ans, ouvrier agricole, à la recherche d'un emploi

« Parce qu'aussi j'entends beaucoup, voilà des gens encore une fois qui se plaignent. Les pouvoirs, ça va pas, les pouvoirs politiques tout ça. [...] Au moins quand il y a les élections, ben oui on va voter [...]. »

— Stéphanie, 31 ans, consultante-formatrice, à la recherche d'un emploi

Cela n'empêche pas un certain nombre de répondants de relativiser l'effet du vote, car les politiciens élus ne sont pas obligés ou tenus par la loi de tenir leurs promesses et de rendre des comptes à leurs électeurs, ni de les inclure dans le processus de prise de décision – ce qui peut indiquer un désir de plus grande participation, mais cela est très rarement explicite :

« Après une fois que les votes ont été faits, bah c'est voilà, c'est... on est assez passifs. On n'a pas la main sur grand-chose. »

— Thomas, 29 ans, ouvrier agricole, à la recherche d'un emploi

« Je trouve qu'une fois que c'est voté, ça y est quoi, c'est parti pour 5 ans et on nous demande plus rien quoi. »

— Jean-Baptiste, 69 ans, directeur agence bancaire, retraité

« C'est juste des promesses qu'ils sont pas obligés de tenir où du coup en fait ils peuvent faire ce qu'ils veulent un petit peu. »

— Jean, 31 ans, technicien industrialisation

D'autre part, et indépendamment de leur appartenance idéologique, les répondants attendent explicitement des électeurs une représentation plus juste et plus représentative – ce qui implique, d'après les interviewé(e)s, une ressemblance sociologique entre gouvernants et gouvernés, la prise en compte de la diversité des attentes et des modes de vie d'un groupe social à l'autre, la réalisation effective des promesses faites lors de la campagne et une relative convergence d'intérêts entre représentants et représentés (4 principes clés de la représentation, selon les répondants). Beaucoup sont déçus par la déconnexion sociologique des élites et la différence d'intérêts entre gouvernants et gouvernés, qu'ils considèrent comme contraire au Pacte Démocratie :

« Il veut prendre des décisions mais il est pas à ma place. »

— Louisa, 27 ans, chargée de mission dans une mairie

« Il manque vraiment, alors c'est exactement comme l'école et le travail, il manque le lien entre les gens à tous niveaux qui prennent les décisions pour nous et le peuple enfin, ou la connexion quoi. »

— Aurélie, 36 ans, cheffe de produit

« Et puis on se rend compte que les gens qui nous gouvernent ne sont pas proches du peuple. Ils sont complètement désaxés. Ils se rendent pas compte de comment les gens vivent en réalité. »

— Virginie, 59 ans, assistante de direction

« Là, quand j'entends des politiciens qui nous disent "il faudrait créer le lien avec la population" : mais c'est vous qui l'avez coupé. »

— François, 55 ans, chef de service-adjoint

7. Le Pacte Consommation : une source de bien-être individuel et de prospérité collective et un moyen de « vivre correctement »

Pour la plupart des personnes interrogées, la consommation est considérée comme la clé de la prospérité, qu'elle soit individuelle (bien-être) ou collective (bénéfices économiques). La consommation est perçue comme un moyen de plaisir (« se faire plaisir »), de « vie décente » (l'impossibilité de consommer des loisirs étant assimilée à une vie pauvre) et de croissance. La consommation peut certes susciter une forme de culpabilité, notamment chez les répondants les plus sensibles à la cause écologique, mais elle est compensée par la certitude de contribuer à la richesse nationale. Dans ce cas, le Pacte Consommation est clairement identifié par le répondant :

« À côté voilà, on fait plus de restos, de cinés, de théâtres. On culpabilise en se disant "oui, mais on fait marcher le commerce!" »

— Gabrielle, 48 ans, assistante sociale

La consommation est aussi un moyen d'acquérir un statut social, lorsque le travail n'apporte pas la reconnaissance espérée¹³, et surtout elle compense les incertitudes de la vie, l'anxiété ou l'effort productif – de manière relativement transidéologique, dans le cas de nos enquêtés :

« On nous dit faut plus, faut plus acheter de vêtements, faut plus voilà... [...] Ils se rendent pas compte quoi si les magasins ferment bah ça fera des chômeurs en plus, si on construit plus de voitures, [...] il [n'] y aura plus d'ouvriers, il y aura plus d'usines. »

— Fred, 47 ans, brancardier

« Et puis ces prix et le coût de la vie, la consommation là c'est un truc de fou, mais combien il faut gagner quoi pour avoir une vie correcte ? »

— Lydia, 61 ans, directrice d'école

« Après enfin le maraîchage c'est aussi un mode de vie différent. [...] il y a aussi l'idée de [...] vivre de peu. [...] Mais vivre correctement quand même, je pense que c'est ça reste important pour moi. »

— Thomas, 29 ans, ouvrier agricole, à la recherche d'un emploi

« Quand j'ai un petit coup de cafard, [...] je vais faire, comme toutes les femmes je pense, un tour dans les magasins. »

— Rébecca, 44 ans, gestionnaire administrative

13 C'est le cas de nos interviewés qui souffrent d'un manque de reconnaissance, d'un mal-être ou d'une faible estime de soi au travail, mais qui adoptent des pratiques distinctives dans leur consommation (une collection de baskets en édition limitée, ou une collection de disques vinyles, pour citer des exemples tirés de nos entretiens). Celles-ci semblent fonctionner comme une compensation.

« Je me dis qu'après, [la consommation] c'est une motivation à retravailler et que voilà. [...] Je voudrais repartir en voyage. »

— Stéphanie, 31 ans, consultante-formatrice, à la recherche d'un emploi

« Je pars du principe que je travaille toute l'année donc faut bien des vacances aussi. [...] [En voyageant] j'ai déconnecté par rapport à tout quoi, je suis revenu... Je suis revenu léger. »

— Rayane, 37 ans, conducteur de bus

Autre fait notable, le niveau de consommation souhaité correspond globalement à celui des classes moyennes supérieures, voire des classes supérieures, dont les modes de vie sont aujourd'hui mieux connus¹⁴ : beaucoup de loisirs (parfois considérés comme aussi essentiels que l'alimentation), marques de luxe, voyages lointains, réputés ouvrir l'esprit, possibilité de consommer sans anticiper, sans logique « d'épargne » ou de prévision, loin de la réalité observable où les dépenses contraintes jouent un rôle prépondérant.

« Moi je vois mon fils, il a un passeport qui est meilleur que le mien, hein ? [...] J'aurais voulu avoir autant de tampons sur mon passeport que le sien. »

— Virginie, 59 ans, assistante de direction

« [En voyageant] on va à la découverte, à la rencontre. Voilà, ça c'est important, découvrir des lieux, découvrir des gens, des manières de vivre. S'enrichir quoi, s'enrichir culturellement. »

— Jean-Baptiste, 69 ans, directeur d'agence bancaire, retraité

« [Le chômeur] il va prévoir pour pouvoir faire ça, pour pouvoir se faire ce plaisir quoi, il va pas se dire : "ouais bah je vais me faire plaisir". [...] Faut qu'il calcule quoi, toujours ils sont dans le calcul. »

— Rayane, 37 ans, conducteur de bus

« [Ma mère] n'a vraiment aucun loisir. C'est rarissime qu'elle aille au cinéma. Le resto, c'est que quand quelqu'un l'invite, qu'elle y va. Toujours regarder tout compter quand elle fait les courses et tout, enfin presque à l'euro près quoi, alors que ben c'est usant en fait. »

— Thomas, 29 ans, ouvrier agricole, à la recherche d'un emploi

« J'ai emménagé dans des studios, j'ai toujours acheté tout de suite canapé, machine à laver, c'était le rêve, je trouvais, de pas avoir à galérer pour ça. »

— Catherine, 54 ans, informaticienne de gestion, en recherche d'emploi

« Avec deux enfants, et ben tu peux pas aller au restaurant comme tu veux. [...] T'oublies le restaurant, t'oublies le cinéma, tes vacances c'est une fois l'été, t'oublies le ski, t'oublies tout ça. »

— Lydia, 61 ans, directrice d'école

8. Un Pacte Consommation dans lequel beaucoup se sentent en perte de contrôle

Aussi valorisé soit-il, le Pacte Consommation apparaît comme le plus incontrôlé et le plus implicite de tous les pactes. Il semble avoir été tellement « naturalisé » ou intégré par les personnes interrogées qu'elles n'identifient pas toujours spontanément

comme consommation tout ce qui en relève. Les personnes interrogées perçoivent et valorisent ce qu'elles obtiennent par la consommation (loisirs, services, biens matériels, rénovation, etc.), mais pas la pratique de la consommation en tant que telle,

14 Comme l'écrit Nicolas Duvoux, le fait que nous vivions dans une société de services entraîne le rapprochement de classes sociales autrefois séparées, et « les normes des classes moyennes, voire des classes supérieures, se sont ainsi généralisées sans que les moyens d'y accéder soient égalisés », ce qui génère davantage d'attentes et de frustrations à l'égard du Pacte Consommation. Voir Nicolas Duvoux, « Comment l'assistance chasse l'État social », *Idées économiques et sociales*, vol. 171, no. 1, 2013, pp. 10-17.

preuve que la consommation reste avant tout une médiation vers des activités, des routines et des possessions associées à la vie ordinaire, qui ne sont pas susceptibles d'être renégo-ciées.

Ce pacte est également difficilement contrôlable dans la mesure où, pour de nombreuses personnes interrogées – et c'est là qu'intervient l'ambivalence des perceptions autour de la consommation –, la consommation peut être identifiée comme une pression, ou une obligation dans une société où tout s'achète et se monétise, même les relations sociales et les loisirs :

« Le monde fonctionne comme il est aujourd'hui et y a beaucoup de contraintes et il faut payer... Voilà, il faut qu'il y ait un loyer à payer et il y a des frais... Si on a une voiture, tout ça... et il y a aussi tous les loisirs, les amis, le côté social... »

— Thomas, 29 ans, ouvrier agricole, à la recherche d'un emploi

« Ma fille [...] elle fait des activités extrascolaires, donc elle fait du scout et de la danse, c'est quand même des activités qui coûtent un petit peu d'argent, elle fait un camp scout en été, faut le financer (soupir). »

— Rébecca, 44 ans, gestionnaire administrative

La consommation est également perçue comme une pratique collective encouragée et organisée en permanence par l'économie. La méthodologie de l'entretien, à travers un échange individualisé et parfois intime, s'est révélée particulièrement apte à sonder ces pressions vécues dans la vie quotidienne ordinaire, et à saisir des perceptions ou des tensions apparemment contradictoires autour d'un même phénomène social (voir partie 4 pour une proposition de réappropriation méthodologique de ces tensions). Par exemple, le consumérisme suscite parfois un certain malaise – à la fois en tant que consommateur et en tant que « vendeur », qui doit répondre à l'impératif de rentabilité et inciter à l'achat permanent. Les personnes interrogées semblent gênées par le fait qu'elles ne maîtrisent pas la fréquence de leur consommation (publicité incessante, ciblage, incitation à l'achat, etc.) et qu'elles ne peuvent pas être sûres que les conditions de production sont conformes à l'éthique :

« [les gens] ils sont attirés, il y en a qui achètent, achètent, achètent. Et puis en fait, c'est une chaîne sans fin. Il y en a qui arrivent pas quoi. »

— Rayane, 37 ans, conducteur de bus

« Mais ce qui nous inquiète, c'est surtout la fabrication de ces voitures : comment elles sont fabriquées ? Comment on utilise les gens pour les fabriquer ? Voilà, on est toujours dans la même dynamique. »

— Jean-Baptiste, 69 ans, directeur d'agence bancaire, retraité

« Même si je rebossais demain je pense que je retombe pas dans cette consommation, [...] on croit que l'argent va régler tous les problèmes, on achète plein de trucs [...] et donc ça je veux plus. »

— Catherine, 54 ans, informaticienne de gestion, en recherche d'emploi

« Et ce qui me gêne, c'est pas qu'on consomme trop, c'est que c'est voulu qu'on consomme trop. »

— Sylvie, 64 ans, chargée de mission logement social, retraitée

« Moi je suis un consommateur [...]. c'est quelque chose que je voulais pas trop en soi. Depuis un an dans un Van où j'avais 3 paires de chaussettes et une bouteille d'eau, je voulais pas revenir à ces plein de trucs quoi. Mais bon ouais, bien sûr qu'on se fait vite entraîner par tout ça. [...] On survend des choses qu'on aurait besoin alors qu'on n'a pas besoin. En fait le fait de voir des pubs ça nous donne envie d'avoir des trucs qu'on aurait pas eu envie si on avait pas vu la pub. »

— Jean, 31 ans, technicien industrialisation

« [Les magasins Action] j'aime bien, je m'y sens bien quand je suis dedans mais j'aime pas le concept en fait, c'est compliqué, c'est paradoxal (rires) [...]. Parce qu'en fait on a l'impression de pouvoir tout acheter... »

— Florian, 40 ans, policier/brigadier chef

« Avec mes clients, j'essayais de leur vendre ce qui leur convenait, mais il y a des fois ça marche pas parce que les gens veulent pas, donc s'ils veulent pas, [...] moi je vais pas insister quoi, [...] et ça on nous le reprochait. Que "mais non, il faut de toute façon, et vous le leur vendez et puis après ils verront"! »

— Jean-Baptiste, 69 ans, directeur d'agence bancaire, retraité

Ce sentiment de perte de contrôle s'illustre par le fait que les personnes interrogées vivent l'univers de la consommation comme un lieu de « pièges », de profits ou de coûts prohibitifs, et qu'il faut ruser pour trouver de « bonnes affaires », notamment en jouant avec les techniques marchandes et les innovations commerciales disponibles (application mobile de repérage des bonnes affaires, soldes, cartes de fidélité, zones de déstockage, abonnements, etc.), qui permettent, selon les enquêtés, de retrouver un certain contrôle sur le marché – sans lequel le sentiment permanent de frustration est insupportable :

(évoquant un abonnement par lequel on reçoit mensuellement des colis de vêtements) :

« Du coup je me suis enlevée la frustration parce que quand on va dans un énorme centre commercial et qu'il y a plein de choses qui nous plaisent, mais qu'on peut pas se les acheter, moi, ça me frustre. [...] Du coup là bah tous les deux mois je reçois ma petite box c'est un petit peu mon petit truc. [...] Et ben je suis pas frustrée. »

— Aurélie, 36 ans, cheffe de produit

« Je vais sur Asos, remplir des paniers que je ne valide pas. Là je vais pas le valider, mais je le remplis... »

— Sarah, 36 ans, professeure des écoles

(à propos d'une appli de bons plans) :

« Ben je vais aller taper vélo électrique ou vélo sur la barre de recherche et il va me proposer un peu ce que la communauté a vu en fait, c'est comme si j'avais des yeux partout. »

— Yanis, 36 ans, éducateur spécialisé

« En fait moi des fois [...] comme c'est les soldes là, je fais un petit tour quoi. Et puis j'ai vu que [que la veste] était soldée la première fois, mais je la trouvais encore trop chère et là j'y suis retourné, ils l'ont mis à 20€ et j'ai dit : bon bah voilà – surtout quand j'ai vu le vrai prix d'origine [...], parce que c'est un magasin qui fait un peu du déstockage [...] – même si je l'avais achetée au prix d'avant, [...] j'aurais été gagnant. Donc du coup je l'ai prise. »

— Rayane, 37 ans, conducteur de bus

Certains de nos interlocuteurs ont souligné l'idée que la consommation est contraire à l'esprit de solidarité et qu'elle désactive nos facultés politiques, notamment parce qu'elle prend la forme d'un crédit. En ce sens, la consommation est un gain qui s'accompagne de certains sacrifices civiques :

« Et puis, en fait, on est plus sur un mode de consommateur qu'en mode acteur. Et quand on est consommateur, on n'est pas solidaire quoi, tandis que dans l'action, [...] on est en tout cas en lien avec les autres. »

— Gabrielle, 48 ans, assistante sociale

« Si vous avez plusieurs crédits par exemple, eh bien vous pourrez pas vous permettre de faire une grève. »

— Jean-Baptiste, 69 ans, directeur d'agence bancaire, retraité

Il semblerait donc qu'il n'y ait pas d'adhésion unilatérale à l'injonction consumériste, même s'il existe un décalage entre les perceptions (conso-sceptiques) et les pratiques (consuméristes).

9. Pacte Sécurité : un sentiment d'insécurité physique et sociale

Le sentiment d'insécurité physique est assez répandu parmi les personnes interrogées, et semble être, sinon créé, du moins renforcé par un sentiment d'insécurité sociale lié notamment à la dégradation des services publics : ces deux thèmes sont souvent évoqués successivement par la même personne interrogée (insécurité physique et insécurité sociale), et il nous semble qu'ils peuvent être liés.

De nombreuses personnes interrogées ont exprimé un fort sentiment d'insécurité physique, soit parce qu'elles craignent d'être directement exposées à la criminalité (un proche a été victime, ou

leur travail les met en contact avec l'insécurité), soit parce qu'elles ont l'impression que l'insécurité s'est accrue à travers les médias et les récits qu'elles entendent :

« J'ai envie de sortir, j'ai envie d'aller marcher sans me faire agresser quoi. [...] [Bayonne] ça a beaucoup changé en 12 ans maintenant, ça a beaucoup changé et pas dans le bon sens. »

— Fred, 47 ans, brancardier

« Je voulais être prof et je me suis dit non en fait je me suis...
Je veux pas prendre ce risque-là [d'agression]. »

— Louisa, 27 ans, chargée de mission dans une mairie

« L'insécurité dans... en France, s'est décuplée. »

— Lydia, 61 ans, directrice d'école

« Dans la rue, partout, l'insécurité non mais la sécurité, je crois que [...] à part le salaire c'est le problème numéro un, enfin je veux dire [...] les gens ils veulent plus sortir le soir, il y a des vols partout, il y a des agressions partout, il y a des...partout. »

— Virginie, 59 ans, assistante de direction

« La violence a quand même augmenté, il y a quand même des choses, je trouve qu'on voyait pas au moins avant, donc je pense quand même qu'il y a un climat quand même plus d'insécurité. »

— Stéphanie, 31 ans, consultante-formatrice, à la recherche d'un emploi

Cette angoisse s'accompagne parfois d'une forme d'insécurité sociale¹⁵ : la prise de conscience que l'école ne fonctionne plus, que le lien social se distend, que la reconnaissance professionnelle fait défaut, que Pôle emploi [France Travail] n'offre finalement pas l'aide attendue, que les enseignants ne peuvent plus travailler dans de bonnes conditions, qu'il va falloir « payer » pour les prestations sociales, etc. En d'autres termes, que la plupart de nos acquis sociaux sont peut-être sur le point de disparaître, et que notre contrat social reporte ses promesses¹⁶ :

« Comme la destruction de l'hôpital public... qui fait que ben les gens vont avoir de moins en moins accès aux soins. »

— Sarah, 35 ans, professeure des écoles

« Quand je vois les millions dépensés pour l'armée et tout je me dis putain moi j'ai des mecs qui vivent dans la rue, j'amène une couverture des clopes je me dis : ah ça tourne pas rond. [...] Enfin, c'est anormal que les Restos du cœur aient besoin d'exister. C'est l'État qui aurait dû gérer ça et il aurait de l'argent pour ça. »

— Catherine, 54 ans, informaticienne de gestion, en recherche d'emploi

« J'avais quand même ouais, des rêves, un petit peu de plus de justice sociale peut-être, d'accès au moins au toit, à la protection par le logement ben des gens les plus démunis, des choses comme ça, puis je me rends compte qu'enfin... [...] il y a encore plus de gens qui dorment dehors, il y a encore plus d'enfants [...] qui dorment dans des squats. »

— Gabrielle, 48 ans, assistante sociale

« La protection sociale, on le voit, au niveau de la sécurité sociale, il y a au niveau des remboursements, tout ça il y a de moins en moins de remboursements, on le voit bien hein, l'hôpital on voit comment c'est, comment ça se passe hein. Les gens se plaignent, se plaignent de plus en plus. »

— Jean-Baptiste, 69 ans, directeur d'agence bancaire, retraité

« Les droits disparaissent en plus quoi. »

— Sarah, 35 ans, professeure des écoles

Un petit nombre de répondants, en particulier ceux qui semblent souffrir d'un manque de reconnaissance sociale et/ou professionnelle, ont même le sentiment que la solidarité provient désormais essentiellement des cercles privés, familiaux et amicaux, une réalité vécue comme une déception par rapport au récit de la solidarité étatique et nationale, et par rapport à la promesse de services publics « illimités », irréductibles aux ressources comptables¹⁷, et dont la fonction était à l'origine de remédier aux inégalités de dotations¹⁸.

15 Il s'agit de l'individualisme négatif dont parle Robert Castel, qui s'est développé depuis les années 1970, entraînant la désaffiliation et l'accumulation de divers manques (sécurité, lien social, reconnaissance, etc.). Voir Robert Castel, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé*, Paris, Seuil, 2003 ; *La Discrimination négative. Citoyens ou indigènes*, Paris, Seuil, 2007 ; *La Montée des incertitudes. Travail, protection, statut des individus*, Seuil, 2009).

16 Ce sentiment d'insécurité sociale est notable chez 4 des 5 personnes citées ici (ci-dessus) en ce qui concerne l'insécurité physique.

17 Comme l'explique Albert Weale, nous avons l'habitude de désigner les services publics comme des « biens publics purs », illimités, et pour lesquels aucune consommation individuelle ne menace la possibilité d'une utilisation universelle et continue ; et on nous apprend maintenant à les considérer comme des « biens rivaux », et qu'il faudra se battre pour y avoir accès, ce qui crée une crise. Voir Albert Weale, "The democratic social contract", *Democratic Justice and the Social Contract* (Oxford, 2013 ; online edn, Oxford Academic, 26 sept. 2013), <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199684649.003.0002>, consulté le 29 juillet 2024.

18 C'est particulièrement vrai pour l'un des membres de notre échantillon, brancardier dans un hôpital public. Non seulement cette profession se situe au « bas » de la hiérarchie hospitalière et est moins reconnue, mais l'intensification récente des rythmes de travail dans les hôpitaux complique la tâche des aides-soignants et des brancardiers. Cela génère parfois des tensions dans les équipes (qui se caractérisent d'ailleurs par un investissement inégal des travailleurs dans leurs tâches), réduit les temps collectifs et accentue la concurrence. Dans ce contexte, comme le décrit le sociologue Jean Peneff, « l'esprit communautaire se dégrade », il y a « moins d'entraide entre les catégories » et chaque catégorie « tend à se replier sur elle-même en veillant à protéger ses avantages spécifiques ». L'impression d'un recul de la solidarité se développe donc facilement. Voir l'étude, toujours pertinente à bien des égards, de Jean Peneff, "Les rapports d'autorité", in Jean Peneff, *L'Hôpital en urgence*, Paris, Éditions Métailié, 2005, pp. 171-215. URL : <https://www-cairn-info.proxy.rubens.ens.fr/l-hopital-en-urgence--9782864241157-page-171.htm>

« Les seules mains tendues que j'ai eues, c'est mes parents qui étaient là dans les moments difficiles hein, quand j'ai perdu mon boulot. »

— Fred, 47 ans, brancardier

Cette désillusion va de pair avec le sentiment angoissant que les liens sociaux se désagrègent, que notre collectif se défait et que l'avenir est moins lisible pour ceux qui risquent toujours d'être déclassés. En ce sens, pour ces personnes interrogées, les insécurités se renforcent mutuellement en termes d'expériences.

« Moi je suis très inquiète. [...] Quand j'ai ma petite fille devant moi, je n'arrive pas à mettre la pancarte "avenir" au-dessus de sa tête. »

— Sylvie, 64 ans, chargée de mission logement social, retraitée

Cette conjonction n'est pas sans répercussions : elle peut renforcer l'esprit de compétition et le sentiment d'injustice dans l'accès aux droits, ainsi que la tentation de l'autoritarisme¹⁹, confirmant les effets importants de la dégradation des services publics et de l'aide sociale dans la politisation des différents groupes sociaux. Certains ont le sentiment de ne pas avoir droit aux prestations que d'autres reçoivent : c'est la fameuse critique des « assistés », qui est aussi potentiellement alimentée par les discours alarmistes des politiques sur nos dépenses publiques²⁰, selon lesquels nos prestations sociales n'ont pas forcément vocation à (pouvoir) être pérennes²¹ – une pénurie annoncée qui renforce la concurrence entre les groupes sociaux qui en sont les plus proches²².

« Ma femme et moi on a le droit à rien et pourtant on ne roule pas sur l'or mais on a le droit à rien, on n'a pas la prime pour le carburant, on n'a pas la prime pour [...] des rénovations de fenêtres et tout ça. »

— Étienne, 51 ans, militaire

En d'autres termes, la menace qui pèse sur les liens collectifs, les systèmes sociaux et la solidarité génère de la déception, de la tension et de l'anxiété, mais une fois cette menace reconnue et assimilée, les gens doivent protéger leur lieu et leur groupe pour survivre – un mécanisme résumé ainsi par l'une des personnes interrogées :

« Ça n'arrange rien dans la société d'avoir de plus en plus de disparités comme ça. Clairement, les gens sont de plus en plus montés les uns contre les autres, quoi. »

— Thomas, 29 ans, ouvrier agricole, à la recherche d'un emploi

Très attachées au travail, les classes moyennes ont finalement le sentiment de contribuer beaucoup et d'être peu protégées en retour, de subir une situation d'incertitude et de sursis permanent qu'elles n'ont pas méritée, tandis que d'autres, moins travailleurs, « profitent » :

« C'est à rectifier parce que je pense qu'il y en a qui ouais qui abusent un peu de tous ces trucs-là, très clairement. [...] Moi je serais plus pour un peu de durcissement [...] parce que je pense qu'il y en a trop qui ont profité. »

— Stéphanie, 31 ans, consultante-formatrice, à la recherche d'un emploi

« Au bout d'un moment [...] il faut se prendre en charge tout seul. J'ai l'impression qu'on parfois on demande beaucoup à être assisté, on demande beaucoup à être aidé, et cetera. »

— Yanis, 36 ans, éducateur spécialisé

« On a versé des aides [...] à tort et à travers, je suis désolée de le dire, et à un moment il faut le payer, c'est-à-dire que bah les impôts on va le payer, bah de toute façon on bossait, on va bosser plus tard. »

— Rébecca, 44 ans, gestionnaire administrative

Nous trouvons ici l'expression classique d'une conscience sociale triangulaire : les classes moyennes se sentent doublement comprimées et subissent un double mécanisme d'inégalité. Elles se sentent écrasées en haut, du fait des privilèges et de la richesse inaccessible des classes aisées, et en bas, par rapport aux classes sociales très modestes, auxquelles elles ont peur de ressembler (ce qui les rendrait socialement modestes, voire déclassées) : ayant développé une forme de fatalisme à l'égard des dotations des

19 Comme le note Félicien Faury, la représentation des immigrés comme « voleurs d'emplois » chez les électeurs du Rassemblement national a été remplacée par la représentation des immigrés comme voleurs de cotisations sociales. Voir Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*, Paris, Seuil, 2024.

20 Voir la déclaration de Bruno Le Maire à ce sujet : « État-Providence : il est temps de sortir du 'mirage de la gratuité universelle', défend Bruno Le Maire », *La Tribune*, 17 mars 2024, <https://www.latribune.fr/economie/france/etat-providence-il-est-temps-de-sortir-du-mirage-de-la-gratuite-universelle-defend-bruno-le-maire-993174.html>

21 « Le financement des retraites et des soins de santé ne semble plus assuré pour l'avenir et les jeunes générations pourraient en faire les frais » (extrait de Louis Chauvel, *Les Classes moyennes à la dérive*, chap. II, Paris, Seuil, coll. « La République des idées », 2006, pp. 45-58).

22 Comme l'écrit Albert Weale, « lorsque les biens ne sont pas rivaux, la consommation d'une personne ne réduit pas la disponibilité de la ressource pour les autres » (*traduction des auteurs*). Voir Albert Weale, "The democratic social contract", dans *Democratic Justice and the Social Contract* (Oxford, 2013 ; online edn, Oxford Academic, 26 sept. 2013), <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199684649.003.0002>, consulté le 25 juillet 2024.

classes supérieures, elles nourrissent davantage de ressentiment à l'égard des classes inférieures (chômeurs, allocataires du RSA, etc.), en lesquelles elles voient la raison de leur appauvrissement²³.

10. Pacte Sécurité : face à l'incertitude, un fort attachement au collectif et une demande de soutien et d'assistance individualisés

Les personnes interrogées expriment assez unanimement une tension entre le désir d'individualisation et l'attachement au collectif, sans que l'un ne semble l'emporter sur l'autre. Très souvent, ces deux souhaits s'entremêlent, notamment autour du thème de l'aide sociale. Un certain nombre de répondants estiment que, pour l'instant, les Français peuvent s'estimer heureux de bénéficier d'un tel système, qui est une spécificité de leur pays – preuve d'un attachement encore fort à l'État-providence²⁴. En ce sens, l'idée de solidarité collective bénéficie d'un large soutien, un plébiscite également attesté, quoique de manière différente, par l'intérêt de nombreux répondants pour le secteur de la charité et de l'entraide :

« Je pense qu'on a une chance énorme en France d'avoir ce système de santé. [...] c'est assez exceptionnel de pouvoir s'en sortir comme ça ; après voilà la mutuelle prend pas non plus tout en charge. »

— Thomas, 29 ans, ouvrier agricole, à la recherche d'un emploi

« Mais je pense qu'on a quand même de bons systèmes. Je pense à... voilà la sécurité sociale. »

— Stéphanie, 31 ans, consultante-formatrice, à la recherche d'un emploi

« Certaines personnes [...] qu'on voit dans la rue ou quoi, en fait c'est des circonstances dans la vie qui ont fait qu'elles sont devenues comme ça et [...] bah je veux dire, si on peut aider, il faut aider. »

— Rayane, 37 ans, conducteur de bus

« Moi je fais [...] plein de choses, j'aimerais [...] aider les gens. Enfin bon, j'ai fait le Samu social pendant des années. [...] Je pense qu'aussi les gens maintenant ils [...] donnent moins de temps aux associations, moins d'argent aussi [...]. C'est compliqué, hein ? Alors qu'il y a plein de gens qui auraient besoin. »

— Virginie, 59 ans, assistante de direction

« Si j'avais un revenu qui me suffirait, [...] peut-être faire du bénévolat [...], je pense que ce serait un peu rendre un peu ce qu'on nous donne. »

— Stéphanie, 31 ans, consultante-formatrice, à la recherche d'un emploi

Dans le climat d'insécurité évoqué précédemment (enseignement 9) et de concurrence sociale pour l'accès aux services publics – jugés de plus en plus rares et coûteux²⁵ –, les enquêtés semblent aspirer à une forte individualisation des prestations sociales, afin d'être mieux préparés aux risques, jugés plus nombreux que par le passé (conception d'une aide sociale « sur mesure »²⁶). Cette attente est particulièrement forte lorsque les personnes

23 Voir "Haut, bas, fragile : sociologies du populaire. Entretien avec Annie Collovald & Olivier Schwartz", *Vacarme*, vol. 37, no. 4, 2006, pp. 50-55 ; Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*, Paris, Seuil, 2024.

24 Cela confirme le point de vue de certaines études selon lequel les attentes des citoyens européens à l'égard de l'État-providence sont encore très élevées et ne reflètent pas, en tant que telles, un engagement fort en faveur du libéralisme. Comme l'écrivent Lise Bernard et Tom Chevalier : « Si l'on considère, par exemple, les attentes des citoyens à l'égard de l'État-providence, [...] on constate que l'attachement des Européens à celui-ci reste très élevé et a même augmenté depuis les années 1990, contrairement à l'idée reçue selon laquelle les préférences pour le libéralisme économique sont désormais hégémoniques. » (dans Lise Bernard et Tom Chevalier, "Vers une 'droitisation' de la société française ? Introduction", *Sociologie*, vol. 14, no. 1, 2023, pp. 89-93).

25 Extrait de Louis Chauvel, *Les Classes moyennes à la dérive*, chap. II, Paris, Seuil, coll. « La République des idées », 2006, pp. 45-58, p. 53).

26 Nous empruntons ce terme à Abraham Franssen, qui note l'émergence en Europe dans les années 1970 d'une nouvelle conception de l'État-providence, notamment en Angleterre et en Allemagne, mais qui correspond bien à ce que Nicolas Duvoux appelle, en France, l'activation des droits sociaux : il s'agit de l'État-providence actif, qui consiste à offrir une aide sociale sur mesure, plutôt qu'universelle, tout en sollicitant l'activité et l'investissement de « l'assisté » (principe de réciprocité) pour bénéficier de l'aide. « À la définition de droits universels ou définis selon des critères administratifs catégoriels, l'État social actif doit préférer une intervention déterminée sur la base d'une identification ciblée et précise des besoins. Dans les domaines du chômage, de la santé et du handicap, les politiques doivent être individualisées par un accompagnement personnalisé et contractualisé. C'est autour de l'individu, de sa situation ou du problème traité que les ressources disponibles doivent être organisées de manière "ad-hoc-cratique" (par opposition à "bureaucratique") ». Voir Abraham Franssen, « État social actif : une nouvelle grammaire des risques sociaux », dans *Les Ambivalences du risque*, édité par Yves Cartuyvels, Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles, 2008, <https://doi.org/10.4000/books.pu1.3495>.

interrogées parlent de Pôle emploi, dont l'accompagnement est jugé trop minimal, laxiste et générique, et ne permet pas réellement aux personnes de se réinsérer sur le marché du travail : ces dernières doivent se « débrouiller » seules. Les personnes interrogées ne remettent pas tant en cause le montant ou la durée de l'indemnisation du chômage (qu'une partie de l'échantillon a connu) que la manière dont Pôle emploi protège et réinsère les chômeurs, en fonction des spécificités et des problèmes de chacun :

« [Pour les aides] c'est peut-être pas une question quantitative, mais plutôt une question qualitative, c'est-à-dire des aides plus importantes qualitativement ; pas des montants plus élevés mais on va dire des accompagnements. »

— Sarah, 35 ans, professeure des écoles

« C'est pas Pôle emploi qui va nous pousser à faire quelque chose. [...] J'ai dû me débrouiller par mes propres moyens, quoi. »

— Rayane, 37 ans, conducteur

« J'ai l'impression que Pôle emploi c'est dans les grandes lignes. [...] Je pense que l'État, les quelques mesures qu'ils ont mises n'ont pas suffi à faire que Pôle emploi s'intéresse véritablement à ceux qui sont au chômage, à savoir les trucs, les machins. »

— Stéphanie, 31 ans, consultante-formatrice, à la recherche d'un emploi

« Bon, je regardais sur Pôle emploi, j'y allais, mais j'ai fait les démarches tout seul. Je me suis débrouillé tout seul. Les périodes de chômage que j'ai connues, je me suis débrouillé tout seul. »

— Fred, 47 ans, brancardier

« Je pense que les gens mériteraient beaucoup plus d'accompagnement et beaucoup plus d'écoute. »

— Louisa, 27 ans, chargée de mission dans une mairie

« On n'accompagne pas assez les gens en fait, on va les accompagner quand ils sont déjà plantés alors qu'il faudrait les accompagner au départ. »

— Aurélie, 36 ans, cheffe de produit

« Je suis suivie aujourd'hui par Pôle emploi. Oui et je tombe sur des gens qu'en ont rien à foutre. »

— Catherine, 54 ans, informaticienne de gestion, en recherche d'emploi

« Pôle emploi, ils vous accompagnent pas jusqu'au bout alors que derrière, ça pouvait aboutir à un boulot, quoi. [...] Il fallait se battre tout seul, il fallait se débrouiller quoi, fallait faire du porte à porte, fallait postuler sur Internet. Faut aller chercher tout seul quoi. »

— Stan, 44 ans, responsable logistique

En d'autres termes, ce n'est rien de moins qu'un soutien très individualisé qui est nécessaire pour éviter les chocs futurs, pour atténuer cette incertitude socio-économique (et même climatique, pour certaines des personnes interrogées), et faire face à l'absence d'un avenir dépourvu de risques.

4. Enseignements et recommandations

Les résultats présentés dans les sections 2 et 3 peuvent aider à l'élaboration d'un nouveau contrat éco-social de plusieurs manières. Tout d'abord, ils donnent un aperçu de la façon dont les citoyens perçoivent les contrats sociaux actuels au Royaume-Uni et en France, ce qui nous permet de mieux caractériser notre société et ses arrangements. Plus précisément, cela nous a conduits à revoir deux des quatre pactes que nous avons proposés dans notre premier rapport, Vers un contrat social pour le XXI^e siècle.

Deuxièmement, ces résultats d'enquête nous permettent d'identifier nos défis et leviers d'action par rapport à l'élaboration d'un nouveau contrat.

Troisièmement, ils nous renseignent sur la manière dont des délibérations avec les citoyens pourraient se dérouler de manière représentative et efficace.

Ce chapitre rapporte les enseignements principaux de l'enquête, utiles à l'organisation et à la projection de ces discussions délibératives.

Modifications de notre cadre et de notre figuration du contrat social actuel

Notre cadre initial a été élaboré à travers un examen historique des contrats sociaux au Royaume-Uni et en France, et de leur évolution. Ce cadre constituait une tentative de structuration et de synthétisation des « grandes promesses » et des arrangements collectifs qui définissent notre société actuelle, à la fois de manière systémique et dans des domaines spécifiques de la vie sociale.

Les entretiens et les groupes de discussion ont permis d'explorer dans quelle mesure les pactes que nous avons identifiés étaient reconnus et identifiés par les citoyens.

Deux des pactes ont bien été exprimés comme tels au cours du travail empirique : le Pacte Travail et le Pacte Sécurité. Cependant, les deux autres pactes (Démocratie et Consommation) n'ont pas trouvé d'écho aussi clair dans les propos des participant(e)s.

Pacte Consommation

Le Pacte Consommation initial stipulait que le citoyen « accepte une pression à consommer omniprésente et un certain degré d'inégalité en échange de la possibilité d'améliorer [son] bien-être et de la prospérité de la société ». Dans les groupes de discussion au Royaume-Uni, les attentes relatives au Pacte Consommation ont été exprimées à travers une « crise du coût de la vie » – et les participants ont estimé qu'il était du devoir du gouvernement de veiller à ce que l'alimentation, l'énergie, le logement et les transports soient accessibles à tous. Les personnes interrogées en France ont quant à elles exprimé leur déception ou leur insatisfaction de ne pas pouvoir réaliser certaines aspirations consommatrices,

comme les voyages, les vacances ou aller au restaurant autant qu'elles le voudraient. Elles ont également évoqué le shopping comme une pratique vectrice de bien-être.

Cependant, « l'acceptation » de la pression à la consommation et les inégalités de consommation n'ont pas été exprimées très fréquemment dans les groupes de discussion. Aucun des participants des *focus groups* n'a envisagé que la consommation puisse avoir un impact négatif sur lui-même (bien que les effets néfastes de la consommation sur l'environnement aient été reconnus). Aucun d'entre eux n'a parlé de la pression de la consommation. En revanche, les personnes interrogées en France ont critiqué la surconsommation et l'incitation permanente à la consommation : elles semblaient remettre en question un système dans lequel il est à la fois difficile de contrôler la fréquence de la consommation (en raison de la publicité constante et des incitations à consommer) et frustrant de ne pas avoir de contrôle sur l'éthique des produits (par exemple, la qualité, l'origine, ou les conditions de production des produits) – même si, pour la majorité, la consommation s'avérait être une pratique courante. Ce décalage entre un esprit critique et des pratiques de consommation apparemment non critiques révèle l'assimilation profonde des attentes en termes de consommation – même si elles sont remises en cause dans leur principe – et atteste que la consommation est encore considérée comme une voie d'accès vers la prospérité et le bien-être.

En outre, les personnes interrogées sont ambivalentes quant aux effets et implications des inégalités. Elles reconnaissent, et souvent même regrettent, que les inégalités soient trop élevées,

ce qui est cohérent avec les études réalisées sur le sujet^{27,28}. Mais l'espoir de s'élever socialement et de se distinguer (dans une société où posséder beaucoup est interprété comme une réussite, et où la consommation demeure l'activité sociale par excellence) est également prégnant : les citoyens désirent avoir plus que les autres et obtenir une reconnaissance de leur existence par la consommation. Dans cette perspective, une forme d'inégalité se retrouve acceptée passivement – et le sera tant que le principal levier de la valeur sociale (la consommation) restera le même – et elle est considérée comme le prix à payer d'une société où les gens peuvent toujours consommer davantage. Sur cette base, nous avons décidé de reformuler le Pacte de consommation comme suit :

« Nous acceptons un certain degré d'inégalité économique et le rôle croissant du marché en échange de la possibilité de consommer ce que nous voulons, de l'existence de possibilités de consommation toujours plus grandes et de la possibilité d'exposer notre statut social par la consommation. »

Pacte Démocratie

Le Pacte Démocratie initial stipulait que le citoyen « renonce à une voix politique directe, en échange de la possibilité d'élire des représentants et d'une société basée sur des lois communes ». Cependant, les participants et les personnes interrogées à propos des transactions démocratiques ont évoqué bien d'autres choses que la question des institutions formelles. Le pacte s'est révélé davantage appréhendé à travers des attentes sociales – équité, responsabilité et manière de vivre ensemble – qu'à travers le désir d'exercer une participation directe. Il repose également sur des valeurs, comme le respect, ou des principes de justice, comme l'égalité des conditions. Ces attentes morales s'adressent

également au personnel politique, dont on exige qu'il agisse de manière transparente, qu'il rende des comptes et qu'il garantisse réellement les intérêts de ceux qu'il représente. À cet égard, il y a également une attente de meilleure représentativité : les personnes interrogées tiennent à ce que le personnel politique ne perde pas la « connexion » (verbatim récurrent) avec celles et ceux qu'il représente. Le Pacte Démocratie peut alors être reformulé comme suit :

« Nous acceptons un modèle démocratique dans lequel une élite politique prend des décisions à notre place à condition que cette élite soit responsable, transparente et qu'elle représente nos intérêts. »

La place des services publics

L'attachement aux services publics et le désir de sécurité collective ont été mis en évidence à la fois en France et au Royaume-Uni. Presque toutes les discussions au Royaume-Uni ont commencé par évoquer le National Health Service (service national de santé). C'est dire combien les services publics se sont révélés être au cœur du contrat social – ce qui est cohérent avec le modèle des 3P du gouvernement, qui décrit les rôles du gouvernement en termes de protection, de participation et d'approvisionnement (en anglais : *protection, participation and provision*). Nous considérons toutefois que les services publics sont transversaux à tous les pactes, ou du moins à la plupart d'entre eux. Par exemple, les soins de santé font partie du Pacte Travail (ils sont une des garanties assurées par la protection sociale que nous obtenons par le salariat), mais aussi du Pacte Sécurité (le gouvernement a comme fonction, entre autres, de nous protéger contre les menaces sanitaires, estiment les citoyens).

Défis et leviers d'action propres à l'élaboration d'un nouveau contrat écologique et social

Nous n'avions pas proposé *a priori* de contrat écologique et social idéal car nous estimions, comme d'autres institutions ou acteurs, que la mise à contribution de la société civile était nécessaire à une telle figuration²⁹. Néanmoins, dans notre premier rapport, nous avons tenté d'identifier un certain nombre de défis que l'élaboration d'un nouveau contrat social devrait relever, notamment l'importance disproportionnée de la consommation (et donc du marché) pour accéder au bien-être, pour se sentir exister et doté

d'un statut social, ainsi que la nécessité de renforcer l'activité démocratique, de s'adapter aux risques accrus du changement climatique et de fournir aux travailleurs des emplois de bonne qualité, c'est-à-dire (entre autres) de bonnes conditions de travail.

Bien qu'il ne s'agisse pas de l'objectif premier de cette enquête, les commentaires des participants aux groupes de discussion et des personnes interviewées permettent également d'identifier

27 Deaton, A. (2024). *Dimensions of Inequality: The IFS Deaton Review* (Oxford: Oxford University Press).

28 Norton, M. & Ariely, D. (2011). Building a Better America – One Wealth Quintile at a Time. *Perspectives on Psychological Science*, 6(1), 9-12.

29 Voir par exemple Abdallah S, Bengtsson M, Akenji L, Saujout M, Nasr C & Bet M (2023). *It's time for a new social contract*. <https://notorcool.org/hc-posts/its-time-for-a-new-social-contract> ; Mohamed, N. (2023). *Building New Social Contracts: An Overview of Participatory Mechanisms for Economic Governance*. Green Economy Coalition ; Willis, R. (2020). A social contract for the climate crisis. *IPPR Progressive Review*, 27(2), 156-164. <https://doi.org/10.1111/newe.12202>.

des leviers d'actions et des pistes – mais également des défis auxquels nous confronter – pour l'élaboration délibérative d'un nouveau contrat social.

Leviers d'action

Les citoyens comprennent le concept de contrat social. Ils sont aptes à formuler des attentes claires à l'égard de l'État et perçoivent qu'ils ont des obligations envers lui et envers la société (*focus groups*). Souvent, ils se figurent même spontanément la vie sociale à travers un prisme contractuel (entretiens), opposant les gains et les devoirs, les promesses et les déceptions, les efforts aux récompenses espérées. Ils peuvent discuter de manière réaliste de ces transactions sociales et formuler des attentes en termes de justice. Les délibérations engagées à travers le concept de contrat social peuvent donc s'avérer fructueuses.

Le sentiment généralisé que le contrat actuel n'est pas rempli, ni par l'État ni par les autres citoyens. Cette insatisfaction à l'égard de l'état du contrat social actuel devrait susciter et faciliter l'engagement collectif dans l'élaboration d'un nouveau contrat.

Un sentiment d'appartenance au collectif manifeste et une préoccupation réelle pour les inégalités. Les participants et les personnes interrogées font régulièrement mention des avantages collectifs du contrat social et considèrent que nos transactions qui fonctionnent actuellement ont de la valeur (par exemple en termes de soins de santé garantis par l'État). Ils se sont également montrés préoccupés par les inégalités sociales. Ces sensibilités collectivistes mettent en évidence l'attractivité potentielle de nouveaux accords sociaux et sociétaux, comme ils révèlent que la solidarité est toujours une composante importante de notre société.

Le travail est considéré comme une source essentielle de reconnaissance et de statut. Contribuer à la société par le biais du travail est considéré comme une obligation essentielle, et les citoyens recherchent un statut et une reconnaissance par le biais de leur travail. Bien qu'une telle attente puisse représenter un défi dans un avenir potentiellement régi par l'intelligence artificielle, cela montre également à quel point les gens considèrent qu'il est important de contribuer à l'activité humaine, et remet en question la perspective critique mais caricaturale selon laquelle les individus modernes recherchent la reconnaissance davantage par ce qu'ils consomment que par ce qu'ils produisent³⁰. L'opportunité d'une réflexion sur un nouveau contrat éco-social serait donc de réinterroger ce qui définit un « bon » travail. Les groupes de discussion ont déjà mis en évidence une tendance à valoriser le travail qui contribue essentiellement à la préservation des liens sociaux (exemple : les soins de santé), ou dont on pense qu'il garantit la préservation de la société (exemple : le « maintien de

l'ordre »). Le défi serait alors d'intégrer, à cette réflexion commune sur la nature d'un travail émancipateur, des considérations environnementales.

Les attentes en matière de sécurité vont bien au-delà de l'ordre public. Les citoyens attendent de l'État qu'il joue un rôle dans la garantie de leur sécurité. Cela va au-delà de la sécurité physique et inclut des facteurs tels que la sécurité sociale, des environnements sains (par exemple lorsque l'Etat interdit certains comportements nuisibles ou prévient des risques liés au tabagisme) et la promotion de comportements sains. Lors des groupes de discussion, il a également été question d'une application plus stricte des lois environnementales, par exemple en ce qui concerne les déchets et les décharges sauvages. Cela suggère que l'idée selon laquelle l'État aurait le devoir de nous protéger contre le changement climatique n'est pas si étrangère aux citoyens, et qu'elle pourrait être plus explicitement intégrée dans un contrat social.

Des attentes élevées à l'égard des services publics. Nous avons été frappés par le fait que les citoyens continuent d'avoir des attentes élevées à l'égard des services publics et que leur détérioration génère beaucoup d'anxiété. L'érosion des services publics a également un impact négatif sur la relation des citoyens à leur démocratie et leur sentiment d'(in)sécurité. De tels résultats soulignent l'importance d'examiner de près les services publics et le rôle-clé qu'ils peuvent jouer dans la réélaboration démocratique d'un contrat social.

Insatisfaction à l'égard de la démocratie. Le manque perçu d'honnêteté et de responsabilité au sein du personnel politique, ainsi que la déconnexion sociale entre les élites et les citoyens, ont nourri les échanges et suscité l'insatisfaction. Bien que les citoyens n'en aient pas explicitement déduit une défaillance du système démocratique en général, ils ont eu le sentiment que le personnel politique ne les représentait pas fidèlement. Ce manque de représentativité nous semble être une voie fructueuse pour discuter collectivement de systèmes démocratiques alternatifs, impliquant une plus grande participation des citoyens.

Si les résultats ci-dessus laissent entrevoir des possibilités d'élaboration d'un nouveau contrat social, plusieurs résultats suggèrent à l'inverse qu'il pourrait s'avérer difficile de parvenir à un contrat qui respecte les limites de l'environnement.

Défis

La consommation est encore considérée comme une source de bien-être individuel. Les entretiens, en particulier, ont mis en évidence l'importance de la consommation, qu'il s'agisse de biens de base ou de produits de luxe, dans les perceptions actuelles du bien-être. Les « obligations » que nous avons présumées au sein du Pacte Consommation n'ont finalement été mentionnées que sporadiquement. Cela suggère qu'un nouveau contrat social

30 Jackson, T. (2021). *Post Growth: Life after Capitalism* (Wiley John & Sons).

et écologique plus sobre en termes de niveaux de consommation serait spontanément perçu comme un sacrifice par les citoyens. Pour y faire face, c'est une reformulation collective de ce qui constitue le bien-être, un inventaire des avantages possibles d'une réduction de la consommation, enfin une réflexion sur la manière dont la promotion d'autres pactes pourrait conduire à la relégation progressive du Pacte Consommation dans nos attentes et nos pratiques, qu'il nous faudra réaliser. Des leviers potentiels sont également apparus dans les entretiens, plusieurs personnes soulignant le manque d'autonomie et le malaise éthique qu'elles ressentent face à la pression des consommateurs et à la production industrielle.

Une résistance aux politiques considérées comme une atteinte aux libertés. Les participants ont des sentiments mitigés à l'égard des politiques qui restreignent la liberté (*focus groups*), qu'il s'agisse de la lutte contre le tabagisme ou l'enseignement à domicile. L'idée que le gouvernement puisse dire aux gens ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire a suscité un certain malaise. Toutefois, cela a souvent conduit à des discussions raisonnables et les citoyens ont formulé des nuances : ils ont reconnu qu'il était acceptable et même approprié de restreindre les libertés si elles étaient susceptibles de nuire à d'autres personnes, ou si elles portaient atteinte à certaines questions de justice. Le défi consiste à s'assurer que les modes de consommation non durables sont effectivement perçus comme nuisant à autrui, à un degré qui permette de les réglementer.

Les questions de durabilité sont considérées comme des obligations citoyennes plutôt que comme des attentes à l'égard de l'État (*focus groups*). Ce résultat est quelque peu surprenant, car il signifie que les citoyens, à première vue du moins, n'attendent pas du gouvernement qu'il joue un rôle actif dans la garantie d'une société durable : les citoyens semblent avoir intériorisé le discours du « consommateur responsable » au point que la transition passe

selon eux par les actions individuelles des bonne volontés, qui « choisissent » de vivre de manière soutenable. Il y aurait là un effet du discours individualiste selon lequel chacun doit se considérer comme un agent de la transition environnementale, alors même que la recherche a démontré qu'une telle approche était largement insuffisante pour réaliser la transition³¹. Le fait d'orienter les délibérations autour d'un nouveau contrat éco-social qui confère davantage de responsabilités à l'État peut donc ne pas sembler intuitif à de nombreux citoyens. Néanmoins, les assemblées sur le climat révèlent en réalité que les citoyens identifient clairement le rôle de l'État lorsqu'ils doivent réfléchir plus avant à la transition. En outre, la prise de conscience du rôle des *modes de vie* dans la durabilité nous a semblé prometteuse, les conversations pouvant aller au-delà des injonctions élémentaires au recyclage ou à l'extinction précautionneuse des lumières. Les participants ont également pris conscience de l'importance de traiter les problèmes d'action de masse (c'est-à-dire de veiller à ce que certains comportements jugés peu durables, constatés chez autrui, ne conduisent pas à l'inaction générale). Ainsi, les discussions sur la durabilité dans les groupes de discussion et les entretiens ont suggéré qu'un contrat éco-social est une exploration possible.

Le sentiment que certaines personnes reçoivent trop. Si les citoyens se sont souvent montrés attentifs aux questions de justice et d'inégalités, la raréfaction et l'érosion des services et des ressources publiques génèrent néanmoins un sentiment de compétition sociale, ou le sentiment qu'il faut se battre contre les autres pour être protégé ou considéré. Cela nuit à l'élaboration collective d'un consensus ou d'un compromis sur la transition. On peut en conclure que la formalisation d'un système de compensation équitable et de reconnaissance pour tous (thèmes topiques d'un contrat social), ainsi qu'un débat collectif sur les services publics, sont un préalable indispensable à la discussion en tant que telle d'un contrat écologique.

Des enseignements pour la suite du projet

Enfin, l'expérience des conversations a fourni quelques clés sur la manière de mieux délibérer du contrat social avec les citoyens. Ceci est particulièrement utile pour informer la participation citoyenne potentielle sur le sujet.

1) Il est possible de parler explicitement du contrat social dans les discussions délibératives avec les citoyens. Comme nous l'avons vu, les citoyens peuvent discuter des attentes et des obligations de manière significative. Certains participants aux groupes de discussion ont adopté des positions qui pourraient être considérées comme non soutenables sur le plan fiscal (par

exemple, réduction des impôts et développement des services publics) ou improbables sur le plan sociologique (par exemple, tout un chacun pourrait devenir riche s'il travaillait dur). Mais ces positions ont souvent été contestées par d'autres participants – ce qui révèle la valeur des discussions de groupe et de la réunion de personnes ayant des perspectives politiques différentes.

2) Les participants sont plus facilement capables de réfléchir à leur compréhension du contrat social lorsqu'on leur demande de s'inspirer d'une expérience vécue. Les concepts abstraits et les compromis au niveau sociétal ne viennent généralement

31 Mathieu Saujot, Clémence Nasr, Charlie Brocard, Marion Bet, Sophie Dubuisson-Quellier, Marie Plessz (2024). « Quand on peut, on veut ». Conditions sociales de réalisation de la transition : une approche par les modes de vie", Iddri, 2024 [\[en ligne\]](#).

pas naturellement à l'esprit du grand public. Poser des questions sur des « parcours de vie » et des expériences biographiques concrètes ou des routines constitue un point d'entrée précieux pour les discussions sur le contrat social et peut aider les gens à articuler leurs opinions.

3) Les participants ont besoin d'être encouragés à dépasser les aspects négatifs du contrat social et à en évoquer également les aspects positifs. Dans les groupes de discussion, les conversations se sont souvent concentrées sur la manière dont le contrat social actuel *ne fonctionnait pas*, c'est-à-dire sur ce que le gouvernement ne fournit pas ou sur ce que les citoyens ne font pas. Afin de permettre une compréhension globale de la manière dont le contrat social est conçu, il a été explicitement demandé aux participants d'examiner à la fois ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, mais en dépit de cela, leur angle de discussion est parfois resté négatif. Une recommandation pour les délibérations futures serait de se concentrer d'abord sur ce qui fonctionne, avant d'élargir à des questions plus générales sur ce qui devrait changer. Par exemple, on pourrait d'abord demander aux participants ce que le gouvernement fournit efficacement, avant de leur demander ce que le gouvernement devrait fournir par ailleurs. On peut avoir recours à des contrefactuels – par exemple, que se passerait-il si l'État cessait d'exister demain ? Une autre heuristique utilisée de manière informelle, et qui s'est avérée utile, consistait à demander aux participants ce qui définit un « mauvais citoyen » (et ce qu'il fait), pour les aider à élaborer, à l'inverse, leur conception d'un « bon citoyen ». Il serait également intéressant de confronter les personnes interrogées à des données et/ou des chiffres objectifs (chiffres de l'insécurité, enquêtes sur l'évolution de nos liens sociaux, etc.), qui vont parfois à l'encontre du sentiment commun, et de comprendre ce qui génère réellement ce sentiment.

4) La discussion en groupe fait émerger les dimensions collectives de nos attentes et de nos pratiques. Dans les conversations de groupe, les participants avancent rarement des arguments purement égoïstes. Par exemple, ils n'ont pas dit « Je ne veux pas payer des impôts aussi élevés, parce que je veux plus d'argent pour moi », mais plutôt « Il n'est pas juste que les gens qui travaillent dur doivent payer une si grande partie de leurs revenus

en tant qu'impôts ». C'est une arme à double tranchant. D'une part, cela signifie que les propositions et les conclusions qui émergent des conversations de groupe sont susceptibles de refléter des perspectives plus prosociales et collectives que, par exemple, les propositions issues de votes ou d'enquêtes individualisés. D'autre part, il existe un risque que les participants « cachent » leurs tendances plus égoïstes, ce qui signifie que les propositions et les conclusions peuvent être plus prosociales et collectives que celles avec lesquelles de nombreux individus se sentent à l'aise.

5) Certains pactes (Consommation, Démocratie) nécessitent un approfondissement plus ciblé que d'autres. Pour favoriser la discussion sur certains pactes, il est utile de prendre un certain nombre de détours pour connaître les pratiques et les attentes réelles des consommateurs. L'exploration explicite de ces questions (« que consommez-vous ? ») tend à susciter un discours de sobriété qui n'est pas toujours fidèle à la réalité (« je consomme peu » ; « je ne suis pas très matérialiste », etc.). Une autre bonne méthode consiste à revenir sur des activités ou des pratiques récentes : « Que vous êtes-vous acheté récemment et qu'avez-vous particulièrement apprécié ? Pourquoi ? Qu'est-ce qui vous manquerait si vous n'aviez pas fait cet achat ? » ; ou inversement : « Y a-t-il quelque chose que vous vous êtes acheté récemment et dont vous avez finalement regretté l'achat ? Pourquoi ? Ou encore : « Vendredi dernier était un jour férié. Qu'avez-vous fait ? ».

6) Pour rendre visibles les réalités économiques qui sous-tendent le contrat social, des outils et des ressources spécifiques sont nécessaires. Les thèmes économiques ont été étonnamment absents des groupes de discussion. Aucun participant n'a mentionné la croissance économique comme une attente du gouvernement. Bien que le coût de la vie ait été fréquemment mentionné, les attentes des participants à l'égard du gouvernement dans les groupes de discussion ont porté sur des instruments tels que le contrôle des prix, plutôt que sur l'investissement public ou la fiscalité. Si nous voulons aborder les questions économiques dans les délibérations, nous devons donc mobiliser des ressources et une expertise externes afin de rendre visibles les réalités économiques qui constituent notre contrat social, et d'alimenter le débat.

